

tribune

socialiste

HEBDOMADAIRE
DU PARTI SOCIALISTE
UNIFIE
N° 493, 1,50 F
JEUDI 22 AVRIL 1971



**arracher
la retraite
à 60 ans**

Au sommaire

Algérie

C'est une rencontre importante qui a réuni à Alger des délégations du P.S.U. et du F.N.L. La déclaration commune qui a conclu leurs travaux (page 8) passe en revue tous les problèmes internationaux brûlants qui se posent aux révolutionnaires dans l'optique d'une politique méditerranéenne.

Enseignement

Les vacances de Pâques, moment traditionnel des congrès universitaires, ont vu se tenir celui du S.N.E.S. Bernard Ravenel dit en page 6 ce qui s'y est passé, ou plutôt ce qui ne s'y est pas passé. De son côté, Albert Rousselles s'interroge en page 7 sur la grève des enseignants du 26 avril. Il montre comment les organisations du C.N.A.L. portent une grande responsabilité dans ce qui ne pourra être qu'un coup d'épée dans l'eau et pourquoi la véritable bataille laïque n'a pas été engagée.

Luttes ouvrières

A aucun moment, même durant l'habituelle « trêve pascalle », la pression ouvrière ne se ralentit. Les travailleurs se battent contre la répression patronale et l'oppression capitaliste. A l'aide d'exemples choisis avec soin, la rédaction de Tribune s'est attachée (p. 10) à montrer en quoi les formes pouvaient être différentes mais les objectifs convergents. Mais la lutte ne se mène pas que dans les usines. Les salariés du commerce réagissent aussi comme le montre la lutte au Mammouth de Montpellier (page 12). C'est sur toutes ces luttes que s'est engagé le débat de l'Arbresle qui a vu militants ouvriers, français et italiens, appartenant à tous les courants d'extrême gauche, confronter leurs expériences et définir les conditions d'un débouché politique. Lucien Saintonge assistait pour Tribune à ce colloque. Il en rend compte page 13.

Photos dans ce numéro :
Collombert (p. 5, 11, 12)
A.F.P. (p. 7, 8, 9, 16)

TRIBUNE CULTURELLE

Démystification d'un destin

Dominique Nores



Dans une société fondée sur l'inégalité, certains actes, inimaginables pour les uns, sont, pour les autres, faciles à accomplir impunément. C'est ce que montre Geneviève Serreau, dans la pièce (1) qu'elle a imaginée à partir de l'aventure étrange qui a occupé l'opinion au début du siècle dernier.

Le 26 mai 1828, apparaît sur la place de Nuremberg un jeune garçon, Kaspar, qui fait figure d'arriéré mental. C'est qu'il a été enfermé jusque-là dans un obscur caveau. Recueilli et éduqué, en particulier par le père de Feuerbach, il est poignardé, cinq ans plus tard, par un inconnu. Ce destin mystérieux fait rêver. Geneviève Serreau a tenu pour assurer l'hypothèse selon laquelle il se serait agi de l'héritier légitime de la couronne de Bade, séquestré, puis assassiné sur l'ordre de la baronne de Hochberg, qui tentait ainsi de placer sur le trône du Grand-Duché son fils Léopold.

On voit ce que l'auteur a pu tirer de cette énigme historique. Elle souligne l'autorité ty-

rannique des princes allemands de l'époque, inquiets du progrès des idées républicaines et liés entre eux par la solidarité du pouvoir. Elle le fait en donnant à ses personnages une dimension quasi élisabéthaine — ce que le metteur en scène, Dominique Serreau, traduit par des indications de jeu outré et par une diction accusée des alexandrins qui parsèment le texte comme langage d'une classe et d'apparence de culture qui lui sert d'alibi devant les réalités. Ainsi se manifestent au regard du spectateur la démesure et le scandale du comportement de ces puissants.

En face d'eux, et à travers les contradictions d'une bourgeoisie qui oscille entre le conformisme moral et les idées nouvelles, le malheureux Kaspar a toute la simplicité de l'être naturel dont pouvait rêver Rousseau. On sait d'ailleurs que Lucien Malson fait une place à ce personnage dans son étude sur *Les Enfants Sauvages*.

Claude Afaure (Kaspar), a montré lumineusement l'évolu-

tion qui conduit son personnage, de la nature balbutiante, brimée par la solitude et les mauvais traitements, à l'éclosion d'un esprit juste, et qui se marque à la fois dans le ton qui s'assure, le vocabulaire qui s'enrichit et le corps qui s'assouplit, sans perdre pour autant une sorte d'illumination intérieure, dont on ne sait si elle est encore démente ou devient génie.

Le récit scénique est remarquablement conduit par Dominique Serreau dans un lieu multiple, inventé à partir du vide d'une salle des fêtes de banlieue. Il est habilement secondé par une troupe qui se démultiplie elle-même d'un rôle à l'autre, pour donner toute sa clarté à ce qui eût pu n'être qu'une « pièce didactique » mais trouve, par le jeu, une sorte de grâce.

(1) Kaspar, par le Théâtre de Choisy, salle des Fêtes de la Cuve (Choisy-le-Roi). Ce spectacle sera probablement repris au cours du Festival d'Avignon.

Petites annonces

● Vallée Aspe 64 - maison paysanne - village pitt. - 6 ch (18 places) - gde cuisine - sanitaire - conviendrait jeunes - particip. 800 juillet ou août, renseignements : SCHETOWER, 64-MONEIN - 33-31-59.

● Recherchons gardiens, temps partiel ou plein temps. Ecrire à « T.-S. » qui transmettra.

Éditions du P.S.U.

LUTTES DE CLASSE EN ESPAGNE

L'exemplaire : 3,50 F

Par 10 exemplaires minimum : 3,00 F l'exemplaire

EN VENTE à la librairie « Tribune Socialiste », 54, bd Garibaldi - PARIS 15^e - C.C.P. 58 26 65 Paris

tribune

socialiste

Hebdomadaire
du P.S.U.

Directeur Politique
Jean-Marie Vincent

Secrétaire de la Rédaction
Philippe Guyot

Comité de Rédaction

Henri Beley, André Bielany, Gilbert Chantaire, Françoise Claire, Michèle Descolonges, Gérard Féran, Jacques Ferlus, Christian Guerche, Gilbert Hecet, Christian Leucate, Alain Moutot, Dominique Nores, Jean-Yves Romo, Lucien Saintonge, Eliane Schweitzer, Jean Verger.

Directeur
de la Publication
Guy Degorce

Rédaction - Administration

54, Bd Garibaldi
PARIS (15^e)

Téléphone :
Administration : 783-19-20
Rédaction : 566-45-64

Abonnements

6 mois 22 F
1 ans 43 F
de soutien à partir de 80 F

C.C.P. 58 26 65

S.A. Imprimerie Editions Moriamé,
61, rue du Fg-Poissonnière, Paris 9^e

Le présent numéro est tiré
à 29.000 exemplaires

PANTHÉON

Les mariés de l'an II

avec Marlène Jobert
et Jean-Paul Belmondo

13, rue Victor-Cousin

ODE. 15-04

Permanent de 14 h à 24 h

La riposte ouvrière

Abraham Behar

Ainsi, tandis que l'inflation continue, que les prix augmentent, mais peu ou pas les salaires (voir les fonctionnaires), et que les conditions de vie et de travail se dégradent, le principal souci de la bourgeoisie devient la répression. Une seule réponse aux mouvements ouvriers, paysans, lycéens et étudiants : la matraque, la provocation (comme celle montée par l'ex-directeur de Normale Sup.), la prison.

Mais cette peur croissante des capitalistes, et cette imagination à visière et en bottes du gouvernement a en effet des causes précises : l'extension de la lutte de classes en France.

Parce qu'elles ont pour cible très largement l'organisation du travail, les luttes internes aux entreprises des grandes métropoles industrielles restent morcelées mais tout aussi dures. La dernière grève de Merlin-Gérin à Grenoble avec manifestation dans la rue démontre encore, s'il en était besoin, que le capitalisme ne peut se reposer durablement sur aucun îlot de paix sociale.

Dans ce contexte, et conformément au point 1 de l'ordre du jour du congrès du parti, les Assemblées ouvriers et paysans auront à réfléchir sur le mouvement des masses ouvrières, sur le caractère politique de ses objectifs et sur ses formes d'organisation dans la lutte. Aujourd'hui c'est sur l'assemblée du personnel que nous avons à débattre, sur ses ambiguïtés et ses limites mais aussi sur un débouché plus large dans l'action et après. De ce point de vue l'expérience des délégués illégaux, représentant l'atelier et révocables par lui, est intéressante, et peut représenter une réponse.

Mais, globalement, ce qui est fondamental, c'est la sortie de l'usine des luttes, et leurs jonctions avec les mouvements populaires de locataires, d'usagers des transports, des lycéens, etc. C'est aussi la fusion à trouver entre la lutte de classes sur les lieux de production et dans la ville avec le vaste mouvement pour la libération de l'exploitation des femmes. Nous avons là, en nous

inspirant de la pratique des groupes féminins du Nord, à trouver une réponse prolétarienne à cette aspiration.

Quoi de plus urgent que cette convergence à trouver entre luttes dans l'entreprise et dans la ville, entre la classe ouvrière et le peuple et en fusionnant revendication économique et luttes politiques.

Unifier toutes ces forces en un seul mouvement politique de masse avec une cible : le capitalisme avec son Etat et ses appareils et autour d'un programme, voilà la condition *pratique* actuelle de l'alternative révolutionnaire au pouvoir bourgeois.

Mais un tel projet serait absurde s'il laissait en dehors les vastes zones de la France (et d'Europe) qui s'enfoncent dans le sous-développement, le désespoir puis la misère. Nous ne pouvons pas faire comme si les luttes de Bretagne et des Vosges, les fermetures d'usines à Fougères, Epinal, Biarritz, Castres et ailleurs, le combat des paysans prolétariés de Bretagne, de la Loire, de l'Est et celui des viticulteurs occitans et catalans sont sans objet et sans intérêt.

Il est grand temps de relever le drapeau des luttes populaires d'ensemble pour l'autodétermination de tous les travailleurs à l'échelle *de la région*.

Que les pitres de la bourgeoisie comme J.-J. S.-S., essaient de se faire passer pour régionalistes (avec bien sûr l'appareil d'Etat central bien en place), prouve simplement que cette aspiration populaire peut être récupérée par nos adversaires. Or, il n'y a pas d'autres perspectives pour les luttes des travailleurs, des entreprises de la terre et des villes, que d'élever au niveau régional leur refus du développement inégal et du colonialisme intérieur, et d'imposer unilatéralement et de fait cette autodétermination.

Un tel projet doit être intimement relié au programme révolutionnaire, c'est-à-dire à la prise du pouvoir central, et à l'instauration du socialisme. Là aussi nous ne pouvons rester silencieux sur la société à construire, sans tomber dans l'utopie, mais au

contraire à partir de la lutte de classes, les Assemblées ouvriers et paysans auront aussi à proposer les points de repère fondamentaux de la société prolétarienne à construire et de ses étapes pour « libérer toute l'humanité ».

Cette tâche, les Assemblées peuvent l'accomplir si elles sont soutenues par tout le parti, et si chaque militant comprend que le mode original d'élaboration à la théorie doit renforcer l'unité du parti, l'aider à franchir les étapes nécessaires. Parce qu'ils sont porteurs d'une volonté collective, les militants politiques, ouvriers ou paysans, comme les travailleurs combattifs sauront faire la démonstration d'un débat de fond excluant les attaques personnelles, les procès d'intention, les points de vues individualistes et purement subjectifs.

Le jaillissement des idées, l'épanouissement de cent fleurs n'empêchent pas la rigueur et la discipline dans l'action.

Le congrès de Lille commence, samedi et dimanche, par les rassemblements régionaux. C'est *tous* les militants qui sont concernés car c'est eux *tous* qui décideront collectivement de la voie à suivre. □

Le peuple français

Revue d'histoire populaire.

Le N° 2 vient de paraître.

Au sommaire : Les clubs et la Commune. La Commune à Lyon. L'enseignement professionnel et la Commune. La Ricamarie : mineurs en grève = 14 morts. 1^{er} mai sanglant à Fourmies. L'occupation. La presse et la Seconde République. Saint-Domingue : la révolution des esclaves. Luttes et littératures populaires.

Le numéro : 2 francs. Abonnement de soutien, 1 an : 10 francs. Disponible dans les bonnes librairies de Paris et de province ou sur commande à : Monique Baudoin, 46, rue Stephenson, Paris (18^e). Règlement : C.C.P. 2 091 25 Paris. A. Delale.

Les lunettes du P.C.F.

Jean-Marie Vincent

Jean Rony, décidément en passe de devenir le spécialiste du P.S.U. dans la presse communiste, a consacré dans le numéro du 13 avril de « France Nouvelle » un article à ce qu'il appelle « Détours et sinuosités du P.S.U. ». Il s'agit, bien entendu, du comportement du P.S.U. lors des dernières élections municipales. On ne s'étonnera pas que Jean Rony ne montre aucune tendresse particulière pour notre parti, mais il faut bien constater qu'on est bien loin d'une polémique politique réelle. Tout l'article cherche à démontrer, et avec quels

moyens, que le P.S.U. est l'allié objectif de l'U.D.R., qu'on en juge par ces quelques extraits :

« Son axe essentiel (de la tactique du P.S.U.) ne vise pas la réaction U.D.R.-Centriste, ni les combinaisons politiques de substitution à celle-ci, mais les partis de gauche. »

« Nul ne sera surpris que le P.S.U. ait pesé de tout son poids pour casser la dynamique unitaire qui se dessinait à Toulouse après l'appel des sections communistes. On rapprochera l'absence de Mi-

chel Rocard au meeting du Palais des Sports à Paris et sa présence à Toulouse pour appeler les électeurs de gauche à s'abstenir. Le P.S.U. mène l'attaque contre le parti socialiste en des termes et sur des thèmes qui rappellent souvent ceux employés par Servan-Schreiber. »

« Une totale dérision est jetée sur les réalisations municipales, facteur d'intégration de la classe ouvrière. D'où l'absence de programme municipal. A St-Denis, par exemple, la liste d'union populaire présentée par le P.S.U. se refuse à tout projet réalisable (donc récupérable) pour ne proposer (d'une façon du reste assez vague) que des actions ponctuelles destinées à faire apparaître les limites des possibilités municipales et la nécessité de la révolution. La même chose à Paris où la campagne P.S.U.-L.O. a pris un caractère de pure dénonciation (ce qui a pu lui permettre de capitaliser une certaine tentation au découragement et au nihilisme.) »

Et bien sûr à propos de Grenoble la perfidie : « Comparaison faite avec la circulaire de Chaban-Delmas à Bordeaux, les deux documents sont coulés dans le même moule idéologique technocratique et réformateur. »

Par contre, pour St-Brieuc, Jean Rony affirme à ses lecteurs : « Bien malin qui distinguerait la circulaire électorale émanant d'une autre liste de gauche ayant à sa tête un communiste ou un socialiste. Pas la moindre coloration gauchiste. »

Tout cela se présente donc comme une critique de gauche du P.S.U., comme une mise en évidence de l'opportunisme de notre parti. Nous pourrions, pour répondre, nous contenter de renvoyer le P.C.F. à ses propres alliances, à son « amour » pour les radicaux (1), et autres démocrates sincères. Mais nous ne craignons pas de revenir sur les points précis sur lesquels le P.C.F. nous attaque. Balayons quelques énormités au passage. Jean Rony ignorerait-il, par exemple, que le P.S.U. a diffusé nationalement et à plusieurs dizaines de milliers d'exemplaires, une plate-forme municipale, où il a précisé quelles étaient les limites de la gestion municipale et autour de quels thèmes il était possible de

rassembler les travailleurs ? Il ne s'agissait, certes, pas d'un brouet vague sur une gestion sociale, moderne et démocratique comme le contrat municipal du P.C.F., mais d'un ensemble cohérent qui intégrait les actions ponctuelles (dont se gausse le P.C.F.) dans une perspective plus générale : la lutte de classe contre le régime Pompidou-Chaban.

C'est cela qui a inspiré la tactique du P.S.U. et non on ne sait quelle volonté de faire mordre la poussière à des municipalités de gauche. Partout où notre parti a senti que l'alliance avec la gauche traditionnelle (à l'exclusion des radicaux) se présentait dans des conditions telles que les problèmes pour nous les plus décisifs pouvaient être abordés, il a passé des accords. Et que Jean Rony ne vienne pas nous dire qu'à Saint-Brieuc le P.S.U. a mis son drapeau dans sa poche. Nous le mettons au défi de publier *in extenso* dans « France Nouvelle » le texte de l'accord politique que son parti a entériné dans cette ville. Nous le mettons aussi au défi de faire part à ses lecteurs des positions respectives du P.S.U. et du P.C.F. de Saint-Brieuc sur la lutte des lycéens au moment de la campagne électorale. Quant à l'alliance P.S.U. - G.A.M. - P.S. de Grenoble, nous pensons que la meilleure réponse a été fournie avec anticipation par la campagne anti-P.S.U. de l'U.D.R. dont les slogans étaient « P.S.U. : anarchie », « Dubedout otage du P.S.U. », « Pas de P.S.U. à la mairie ».

Nous n'irons naturellement pas jusqu'à prétendre que le P.S.U. a réussi partout à se faire entendre et à conformer entièrement sa pratique locale à son orientation générale. Mais nous nous rendons compte que ce n'est pas cela qui intéresse Jean Rony et « France Nouvelle ». Dans cette affaire, ce qui les gêne le plus, c'est qu'un courant électoral de type révolutionnaire se manifeste peu à peu. Ils essaient alors de semer la confusion en employant la vieille arme de la calomnie. Ils ne nous empêcheront pas de tirer les leçons qui s'imposent pour les prochaines consultations. □

(1) Rappelons-le à Jean Rony, ils sont du même parti.

Librairie « TRIBUNE SOCIALISTE »

54, boulevard Garibaldi, Paris 15^e
Ouvert tous les jours de 9 h à 19 h ; samedi de 9 h à 13 h

VOUS PROPOSE

SUR LA COMMUNE DE PARIS

- La guerre civile en France, K. MARX 3,85 F
- Histoire de la Commune de 1871, P.O. LISSAGARAY 9,90 F
- La Commune : Histoire et souvenirs,
Louise MICHEL, 2 vol. 11,80 F
- Les 31 séances officielles de la Commune de Paris 15,00 F
- Les Communards, AZAMA et WINOCK 7,50 F
- Paris libre : 1871, J. ROUGERIE 8,00 F

Disques

- A l'assaut du ciel — La Commune de Paris :
Musique de J. KOSMA, texte de Henri BASSIS,
1 disque 33 t. 25,50 F
- La Commune en chantant, MOULOUDJI, A. MESTRAL
Francesca SOLLEVILLE, etc., 2 disques 30 cm 35,00 F

SUR LE PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

- Le Parti Communiste Français, A. BARJONET 16,50 F
- Les communistes français, A. KRIEGER 8,00 F
- La bolchevisation du P.C.F. (1923-1928), JEDERMAN 8,70 F
- Le P.C.F. et la question coloniale (1920-1965),
J. MONETA 18,10 F
- Les quatre premiers congrès de l'Internationale
communiste 15,00 F
- Moscou sous Lénine (1920-1924), A. ROSMER, 2 vol. 11,80 F
- L'Internationale communiste, D. DESANTI 25,75 F

SUR L'IMPERIALISME

- L'impérialisme, stade suprême du capitalisme,
LENINE 3,50 F
- L'économie mondiale et l'impérialisme,
N. BOUKHARINE 20,00 F
- Introduction à l'économie mondiale,
R. LUXEMBURG 21,50 F
- Le pillage du tiers monde, P. JALLEE 5,90 F
- L'empire américain, C. JULIEN 25,00 F
- La réponse socialiste au défi américain, E. MANDEL 8,90 F
- L'impérialisme en 1970, P. JALLEE 5,90 F

Bon de commande à adresser à : TRIBUNE SOCIALISTE
54, boulevard Garibaldi, Paris (15^e)
C.C.P. 58.26.65 - Paris
Paiement à la commande

Pour la survie de " Politique-Hebdo "

Le journal « Politique-Hebdo » rencontre en ce moment de graves difficultés. Cette semaine il ne paraît que sur huit pages en lançant un appel à la solidarité de ses lecteurs. Le manque de moyens matériels qui touche tous les organes d'extrême gauche (en particulier la modicité des ressources de publicité) risque d'entraîner sa disparition. Pourtant l'expérience est intégralement ouvrière et révolutionnaire : « Politique-Hebdo » s'est attaché à traiter les problèmes du mouton, et les lecteurs non prévenus ont pu se rendre compte qu'au fil des semaines le journal allait en s'améliorant.

Souhaitons que la réaction du public d'extrême gauche empêche qu'une voix non conformiste soit étouffée à nouveau par le poids des puissances d'argent.

Légaliser l'avortement

M. Descolongs

Par-delà les aspects subjectifs (et nous essaierons de comprendre pourquoi ils sont nombreux) pourquoi des militants socialistes et révolutionnaires doivent-ils lutter pour la légalisation de l'avortement ?

Car sous le même mot, beaucoup de divergences et d'intérêts apparaissent. Pour le gouvernement, le projet de loi Peyret, n'élargit les indications de l'avortement qu'à des causes médicales. Que les polémiques engagées par le généticien Lejeune ne nous fassent pas croire ce projet progressiste, il a un objectif très clair, qui est de diminuer le coût social des handicapés. Au lieu d'éliminer les causes des malformations par une prévention effective (coût : 21 millions par an), le projet de loi Peyret, s'il est adopté, permettra de supprimer les conséquences des malformations (les handicapés coûtent 16 milliards par an à la nation — voir « T.S. » numéro 476). Le gouvernement s'en tirera à moindre coût !

L'avortement ne doit pas être non plus un palliatif à la misère économique : chaque couple, chaque femme, doit avoir le nombre d'enfants qu'il souhaite, sans qu'interfèrent dans ce choix les restrictions économiques que nous connaissons dans notre société.

Les signataires du manifeste viennent de signifier que les raisons économiques n'expliquent pas seules les causes des avortements. Ce qu'elles ont revendiqué ainsi, c'est la maîtrise de leur corps, c'est d'avoir une vie sexuelle indépendante de leur fonction reproductive.

Le rôle des femmes dans le système capitaliste

Quel est le rôle des femmes dans le système capitaliste ? Elles sont avant tout les gardiennes de l'ordre moral bourgeois, elles éduquent les enfants dans le respect de cet ordre, elles permettent la reproduction de la force de travail de leur mari. Comme rôle secondaire, elles servent de volant de main-d'œuvre, et sont donc en tant que telles, particulièrement exploitées. Il est nécessaire à l'accomplissement de son rôle que la femme soit passive et docile.

Or, à ces gardiennes des valeurs bourgeoises, le gouvernement ne consentira pas sans lutter, le droit de disposer d'elles-mêmes. Que les bourgeoises se « débrouillent », parce qu'elles en ont les moyens ne les gênent pas trop ; mais consentir les mêmes possibilités aux femmes prolétaires et prolétarisées, c'est-à-dire aux travailleuses et aux compagnes des travailleurs, serait une faille.



La prolétarianisation des femmes

Le bonheur sexuel, peut-être est-ce trop vite dit, mais s'il est difficile à définir d'une manière positive, il l'est facilement par la négative : et il est évident que l'épanouissement sexuel d'un individu rend son comportement social plus exigeant, et comporte un ferment révolutionnaire.

A plus forte raison, la femme qui aura une vie sexuelle heureuse — c'est-à-dire déchargée de l'angoisse de la conception — menacera le système, en refusant son rôle d'être passif.

Les femmes doivent lutter pour avoir le droit de disposer d'elles-mêmes. Avortement et contraception ne sont pas des problèmes individuels, parce que les mécanismes de la répression sexuelle sont sociaux et non individuels. La répression sexuelle n'est pas une expression inventée par des petits-bourgeois en mal d'amour, elle s'exprime concrètement dans le travail d'abord, qui « pompe » l'énergie, dans les conditions de logement — surpeuplement pour les uns, interdits pour les autres —, dans les conditions et la durée des transports, qui achèvent de vider les travailleurs ; à ces conditions matérielles, s'ajoutent l'éducation et la morale distillées par l'intermédiaire de l'école et de l'Eglise. C'est là que nous comprenons que le capitalisme trouve dans la sexua-

lité un moyen supplémentaire d'aliéner les travailleurs.

La libération individuelle de la bourgeoisie

Ce serait une erreur de croire qu'en choisissant telle ou telle méthode contraceptive au gré de l'évolution individuelle, on a réglé le problème — régler ses problèmes individuels est d'un faible danger pour le pouvoir, car on ne s'attaque pas aux causes, mais on s'accommode individuellement des tares du capitalisme ; c'est ce qui apparaît aux Etats-Unis où le capitalisme s'arrange très bien des contestataires de l'idéologie.

Si la contraception n'a pas pénétré dans la classe ouvrière, c'est que le capitalisme a tout intérêt à laisser la contestation idéologique à des marginaux de la petite bourgeoisie et des intellectuels, et cantonner les travailleurs dans les « revendications économistes » : plus les luttes seront dispersées, moins elles seront efficaces.

Le capitalisme sait accorder ce qui lui sert. Il l'a très bien montré en Suède où l'avortement est facilement obtenu, la contraception connue de tous, les crèches nombreuses, les mères célibataires particulièrement aidées : c'est qu'il a besoin de main-d'œuvre féminine qui soit géographiquement mobile.

Aussi n'est-il pas étonnant que, victimes nous-mêmes de l'idéologie du capitalisme, nous ayons pris des arguments subjectifs et temporisateurs pour des explications de fond. L'idéologie a des racines, nous devons les connaître et les attaquer.

La légalisation de l'avortement une revendication ouvrière

Actuellement, pourquoi 1 million de femmes avortent-elles tous les ans ? Parce qu'elles ne connaissent aucun moyen contraceptif efficace (inégalité devant la formation de l'information), parce qu'elles n'acceptent pas — ou leur partenaire — d'utiliser une méthode contraceptive, les barrières psychologiques étant souvent suffisamment importantes. Aussi l'utilisation actuelle de l'avortement apparaît bel et bien comme une méthode contraceptive a posteriori.

Nous sommes obligés de constater que l'arsenal répressif du capitalisme est suffisant en France pour que la contraception soit un échec, tandis qu'elle est demeurée tout à fait étrangère à la classe ouvrière. Nous sommes obligés de constater qu'à défaut de méthodes contraceptives, c'est l'avortement qui est utilisé.

Et s'il est vrai que notre lutte à long terme — et à court d'ailleurs — doit porter sur la contraception, élément de prise de conscience et de refus de la répression qu'exerce le capitalisme, nous, militants révolutionnaires, devons lutter pour la légalisation de l'avortement — actuellement unique moyen qu'ont les femmes des milieux prolétaires de lutter contre leur condition dans le système capitaliste. □

Le refus de choisir est un choix

Bernard Ravenel

Une crise généralisée du système éducatif, manifestée par un mouvement lycéen d'une extension et d'une profondeur jamais égalées ; une politique gouvernementale de rentabilisation dont la loi Debré-Pompidou n'est qu'un des éléments, une politique de répression contre les lycéens et contre les enseignants, mettant en lumière l'échec de la participation : voilà qui, pour un observateur extérieur devrait donner au Congrès du S.N.E.S., syndicat de loin, le plus représentatif des enseignants du Second degré, un relief et un intérêt particuliers.

En fait, le Congrès devait révéler davantage le malaise du syndicat qu'une volonté de lutte.

Deux faits significatifs au départ. D'abord le programme de travail des Commissions, distribué aux congressistes ne mentionnait pas parmi les thèmes à traiter, le problème lycéen...

Déjà, dans certains Congrès académique pas un moment ne lui avait été consacré.

Devant cette énormité, il faut improviser un nouveau partage du temps de travail pour parler de ces satanés lycéens !

D'autre part, après la critique du rapport d'activité sur les deux années écoulées depuis le Congrès précédent, il était légitime d'attendre de la part de la direction sortante qu'elle expose les grandes lignes de l'orientation qu'elle suivrait pour les deux années à venir. Un débat d'orientation aurait ainsi éclairé les délégués sur les options fondamentales qui sous-tendent — qu'on le veuille ou non — l'action syndicale. En fait, la ligne générale de la politique de la direction actuelle du S.N.E.S. n'a pas été débattue.

Cette absence de débat ne fait que refléter l'absence de confrontation réelle à la base.

Il est vrai aussi qu'une bonne partie de la base ne s'est pas

sentie directement concernée par le Congrès. Tout semble se discuter et se décider au sommet : le fonctionnement du syndicat et de sa presse est tel que seuls ont réellement la parole les membres de la majorité du B.N., avec, en contrepoint, de temps à autre, les responsables des tendances d'opposition. C'est tout.

Cette absence de vitalité théorique (pas de débats) est la conséquence d'une absence de vitalité pratique (pas de luttes réelles et mobilisatrices menées par le S.N.E.S. depuis le dernier Congrès).

Face aux initiatives du pouvoir d'une part et des lycéens d'autre part, les dirigeants actuels ont été amenés à faire adopter des positions et des propositions dont il faut à la fois analyser la portée théorique et les conséquences pratiques.

Les salaires et les vacances

Il est de fait que les conditions de travail des enseignants se sont aggravées, en fonction de la politique de rentabilisation menée par le pouvoir.

Pour les salaires, le problème de fond est celui de la hiérarchie. Il tombe sous le sens qu'une augmentation de 10 % pour tous favorise davantage les hauts salaires que les petits. Or, dans l'E.N. l'échelle des salaires varie de 1 (agent de service), à 6 (agrégé en fin de carrière).

D'autre part, la dernière manifestation de la fonction publique avait été caractérisée par la combativité des manifestants scandant particulièrement des mots d'ordre antihierarchiques.

La masse des petits salariés en a assez de servir d'infanterie à une lutte qui favorise plus les gros salaires et accroît les différences.

Des mots d'ordre d'augmentation uniforme sont devenus de

plus en plus mobilisateurs. Tel fut le débat au Congrès entre la majorité et l'opposition révolutionnaire (Rénovation syndicale et Ecole Emancipée).

Or, remettre ainsi en question la hiérarchie reviendrait pour la direction « à abandonner la lutte pour un véritable service public d'éducation nationale et pour un enseignement de qualité dispensé à l'ensemble de la jeunesse » (motion corporative générale). Donc les revendications antihierarchiques par exemple : 300 F pour tous, mot d'ordre simple, clair, unifiant, sont démobilisatrices. C.Q.F.D.

Mais c'est évidemment à propos des vacances que les propositions de la direction étaient les plus attendues. On ne perdit rien pour attendre...

En effet, l'allongement de la période des examens en juillet et l'obligation de la pré-rentrée en septembre diminuent singulièrement la durée des grandes vacances.

Le problème était clair, face à cette aggravation de la condition des enseignants, une réponse simple s'impose : le refus d'effectuer cette pré-rentrée, en expliquant à l'opinion que les problèmes de la rentrée — en particulier ceux posés par les effectifs — ne peuvent être résolus en aucune manière par cette pré-rentrée qui n'est qu'une brimade cherchant à masquer les responsabilités du pouvoir.

Cette action — oh ! combien unitaire — permettrait de relancer la combativité des enseignants en mettant le gouvernement dans une situation difficile, et créerait ainsi les conditions d'une lutte plus dure sur les autres problèmes.

Or, au grand étonnement d'une partie des congressistes la direction refuse purement et simplement de définir cet objectif précis, le noyant dans sa désormais célèbre plate-forme fourre-tout, ne voulant pas préciser les modalités de l'action proposée : le S.N.E.S. propose en effet « une importante action de grève au moment de la rentrée », imprécision qui préserve l'avenir, c'est le moins qu'on puisse en dire !

Ce refus de se battre avec la volonté de faire céder le gouvernement sur un point où il est possible de gagner, c'est-à-dire le refus de créer les conditions d'une mobilisation ultérieure des syndiqués, illustre jusqu'à la caricature, la stratégie d'ensemble du S.N.E.S.

Ne voulant pas affronter le pouvoir dans une lutte ouverte pour le faire céder, le S.N.E.S. propose une plate-forme géné-

rale (« tout est lié, camarades ! »), qui est considérée a priori comme négociable. La grève devient alors un appui pour améliorer le pouvoir de négociation de la direction avec le ministère, tout en laissant au gouvernement le choix des points sur lesquels il estime pouvoir faire quelques concessions.

Cette stratégie sans perspectives nouvelles fut mise en pleine lumière quand le débat porta sur la question laïque.

Bataille laïque et lutte anticapitaliste

La loi Debré-Pompidou remet à l'ordre du jour le problème de la laïcité.

Il fallait donc à la fois définir la notion d'école laïque et la nature de la bataille laïque aujourd'hui.

Si tout le monde tombe d'accord pour dire que l'école privée est une école de classe il n'en fut pas de même pour le dire de l'école laïque : celle-ci semble pour la majorité actuelle indépendante du caractère de classe de l'Etat qui contrôle cette école, son organisation, son programme.

Au niveau du second degré n'est-il pas clair, cependant, que l'enseignement public reproduit, par la sélection socio-culturelle qu'il opère, la hiérarchie sociale en place.

La lutte sur la laïcité implique donc une option résolument anticapitaliste, particulièrement à un moment où le patronat cherche à mettre la main sur l'ensemble des formations dont il a besoin.

Le S.N.E.S. a refusé cette lutte globale. Alors, le 26 avril, les enseignants, et eux seuls, feront grève. Quelle va être la mobilisation réelle des syndiqués ? Quelles seront leurs perspectives de lutte après le vote de l'Assemblée. Telles furent les questions posées par

Blanchard (E.E. Rennes) ; elles restèrent sans réponse.

Le choix des alliés prioritaires — les parents d'élèves — situe bien l'orientation opportuniste de la majorité actuelle.

Le S.N.E.S. demande à la F.E.N. « d'organiser une action laïque permanente au niveau local et départemental en encourageant les initiatives communes parents-enseignants contre les effets locaux de la politique scolaire du gouvernement ainsi que les initiatives pour populariser la plate-forme du C.N.A.L. »

Choisir les parents d'élèves plutôt que les travailleurs en tant que tels et les élèves, relève d'une option fondamentale qui va s'éclairer à propos des lycéens.

Le mouvement lycéen

Il fallut bien placer entre deux débats fleuves de plusieurs heures une petite demi-heure pour « évacuer » le problème lycéen.

Une commission ad-hoc avait été constituée précipitamment pour préparer le « débat ». Il fut houleux.

Les questions fondamentales furent posées par Lapalus (R.S. Clermont).

« Oui ou non les lycéens constituent-ils un danger pour les enseignants du S.N.E.S. ? »

« Oui ou non, la responsabilité première de la situation actuelle repose-t-elle sur le gouvernement seul ? »

« Oui ou non, sont-ce les lycéens ou les enseignants qui doivent définir la légitimité des revendications des lycéens ? »

A cela le théoricien politique du B.N. du S.N.E.S., Alaphilippe, répondit que « les questions étaient piégées ». Le débat n'était désormais plus possible, il ne pouvait y avoir qu'affrontement. Or, à Grenoble où un mouvement lycéen puissant s'est développé à la fin du deuxième trimestre, le Congrès

LES BROCHURES QUE FAIRE

1. CATERPILLAR, Grenoble, 1969-1970, nouveau tirage.
2. Le P.S.U. parle... Nouveau tirage.
3. Première victoire des lycéens.

● Vient de paraître :

4. Avec la résistance palestinienne. Symposium au Koweït, février 1971.

Chaque brochure 3 F.
10 brochures 25 F.

Commandes à QUE FAIRE, 71, rue Dulong, Paris XVII^e.
C.C.P. La Source, 31.568.97.

Bulletin d'adhésion au P.S.U.

Nom
Prénom
Adresse
.....
Profession

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.

BULLETIN A RETOURNER AU SIEGE DU P.S.U.
81, RUE MADEMOISELLE, PARIS-15^e

de 53 qui n'est pas contrôlé exclusivement par U. et A. (unité et action) avait adopté un texte intéressant, insistant sur un fait capital à savoir que le S.N.E.S. devait « revendiquer... que soit donnée aux lycéens la possibilité effective de s'exprimer et de faire entendre leur voix selon les formes d'organisation qu'ils auront eux-mêmes définies. »

C'en était trop pour la direction — visiblement mal à l'aise — qui fit en sorte que le texte fût confronté avec d'autres textes de 53 plus orthodoxes. Il en résultait une moulture présentée par Romen (Toulouse) : ce texte rappelle « l'action du S.N.E.S. pour obtenir la libération et la relaxe de G. Guiot. » Quand on sait que les trois actions de masse qui ont eu lieu à ce moment-là — sit-in devant Chaptal, manifestation de rue le mercredi et le sit-in du quartier latin — ont toutes été combattues par U. et A., il y a là de quoi réfléchir ou rêver !...

Les perspectives

D'autre part, bien entendu, ce texte refuse que « l'école devienne un lieu de propagande » ce qui en clair, signifie que si les lycéens veulent s'exprimer politiquement, ils ne seront pas soutenus au S.N.E.S. (à la limite, ils pourront s'informer sur la politique dans les foyers socio-éducatifs.

A partir du moment où dans le texte rien n'est dit sur l'auto-détermination du mouvement lycéen — dans ses formes de lutte et d'organisation, dans le choix des mots d'ordre et des revendications — il devient patent que les lycéens en lutte ne peuvent rien attendre de la majorité actuelle au S.N.E.S.

Dans ce contexte l'intervention de Guérin, insistant sur le fait que le mouvement lycéen exprimait une crise qui ne se résoudrait pas au niveau des foyers socio-éducatifs, car elle remettait en cause la fonction éducative du système scolaire actuel, a permis de situer le clivage et a incontestablement marqué le Congrès. « La politique est entrée dans les lycées et elle n'en sortira plus » oserait-il ajouter...

L'intérêt de ce Congrès fut double. Il obligea la majorité actuelle à dévoiler plus précisément ses positions malgré l'absence d'un débat d'orientation qui apparaît désormais supérieur à celui de la majorité actuelle.



Grève du 26 avril

La bataille laïque est mal menée

Albert Rousselles

Le 26 avril, les enseignants seront en grève. Mais ce ne sera pas la grande bataille que l'on pouvait attendre, et les dirigeants du C.N.A.L. portent une lourde responsabilité à cet égard.

Pour mieux saisir la nature politique de la bataille actuelle il eût fallu remonter aux origines de l'école laïque, et montrer en quoi elle correspondait aux besoins économiques et idéologiques de la bourgeoisie industrielle de l'époque (1880) et en quoi, politiquement elle était une concession à la petite bourgeoisie urbaine que l'on voulait, en lui garantissant une certaine promotion sociale et une sécurité d'emploi, séparer du prolétariat. La Commune n'était pas si loin qui avait vu la petite bourgeoisie urbaine parisienne se rallier massivement à l'insurrection.

Ce qui fait que depuis, jamais la bourgeoisie n'a perdu le contrôle des structures et du contenu de l'enseignement public.

Ce qui signifie par là même que jamais l'école laïque n'a été au service des travailleurs.

Ce qu'elle ne veut plus tolérer c'est la relative autonomie de fonctionnement de cet appareil scolaire par rapport aux besoins et aux injonctions directes du patronat. L'école laïque n'est pas rentable, le con-

trôle idéologique est insuffisant : conclusion, il faut organiser et intensifier la concurrence de l'enseignement privé ; il faut renforcer l'influence directe du patronat sur la formation de la main-d'œuvre quitte à mettre en place un système de formation parallèle tel qu'il a été défini par les accords du 9 juillet 1970. Il faut enfin « défonctionnariser » le corps enseignant pour le rendre plus docile, plus malléable et il faut que les élèves contestataires puissent être « orientés » vers l'école privée qui les tiendra mieux.

C'est contre tout cela que doit se mener la bataille laïque ! Ce n'est plus seulement la contestation de l'influence de l'Eglise sur l'école c'est désormais et surtout la main-mise du patronat sur le système de formation dans son ensemble. Seule une option résolument anticapitaliste permet une réponse et une riposte globales à la politique gouvernementale.

Ce qui signifie qu'une défense de l'école laïque, telle qu'elle est organisée, tout en demandant des crédits pour qu'elle fonctionne mieux, ne remet aucunement en question le rôle même de cette école, sa structure, son contenu, le contrôle idéologique, sa finalité qui est de reproduire et de justifier le système social en place.

Ensuite, ne pas lier la bataille laïque à la lutte contre la main-mise générale du patronat sur la formation risque, pour les travailleurs et pour les élèves, de paraître ambigu. En effet, elle apparaîtra comme une défense quasi-inconditionnelle de l'école publique telle qu'historiquement elle a fonctionné jusque-là. C'est-à-dire sans devoir le moins du monde assurer la promotion collective de la classe ouvrière, c'est-à-dire ainsi telle qu'elle est contestée par le mouvement révolutionnaire actuellement depuis Mai-68, par le mouvement lycéen en particulier.

Il est proposé la nationalisation de l'école libre avec gestion tripartite (administrateurs, représentants des usagers, et des personnels de l'E.N.), dans une perspective de victoire électorale parlementaire. Mais entre le vote de la loi Debré-Pompidou et cet objectif politique aucune perspective de lutte n'est offerte, sauf celle de bien voter en 1973. Est-ce que cela ne pose pas le problème de la nature même de cette nationalisation proposée ? Il faudra revenir sur cet aspect important. Parler de « parents d'élèves » et non de travailleurs n'est pas seulement une précaution de langage, c'est une option fondamentale qu'il faut juger politiquement.

L'outil

Pour un journal ouvrier. Numéro zéro
Premier tirage de 5.000 exemplaires épuisé.
Nouveau tirage en cours.

Commandes à adresser à :
QUE FAIRE, 71, rue Dulong, Paris XVII^e ou à la Commission Nationale Entreprises, 81, rue Mademoiselle, Paris XV^e.

Avec le Front de Libération Nationale

Déclaration commune

Au moment où les rapports d'Etat à Etat entre l'Algérie et la France connaissent une crise sérieuse, les deux partis tiennent à affirmer que cette crise ne peut et ne doit en rien affecter les relations amicales entre les peuples de ces deux pays.

L'amitié entre le peuple français et le peuple algérien, qui a résisté à la terrible épreuve de la guerre coloniale engagée par les capitalistes français contre le peuple d'Algérie est un produit de l'histoire et de la géographie. Elle surmontera à nouveau les obstacles dressés sur son chemin par les nostalgiques de l'ère coloniale.

La majorité réactionnaire de la presse française, avec le soutien des organismes officiels de l'Etat français, a déclaré depuis deux mois une inqualifiable campagne cherchant à réveiller les vieux réflexes racistes et colonialistes qui subsistent dans certains secteurs de l'opinion française.

Cette campagne doit être vigoureusement dénoncée. Le P.S.U. et le F.L.N. considèrent que la nécessaire coopération technique, culturelle et économique entre les deux nations ne peut s'établir que sur la base de la reconnaissance absolue de l'égalité de droits et de l'intérêt réciproque des deux partenaires. Elle doit être dé-

barrassée de toutes les nostalgies colonialistes.

Les deux partis sont assurés que le peuple français saura faire la distinction qui s'impose entre le développement d'une véritable coopération et le statut néo-colonial qu'à travers des pratiques discriminatives, certains milieux économiques et politiques français souhaiteraient imposer à l'Algérie.

Le P.S.U. qui a, en son temps, contribué à sauver l'amitié franco-algérienne en luttant contre la guerre coloniale et pour la libération politique de l'Algérie, a remercié le F.L.N. des efforts qu'il entreprend en ce moment pour préserver l'amitié des deux peuples en dépit de l'étroitesse mercantile manifestée par le gouvernement français.

Le F.L.N. et le P.S.U., assurés du soutien de l'immense majorité des coopérants français en Algérie, tiennent à dénoncer énergiquement le chantage mené dans la presse française : la coopération culturelle entre les deux peuples doit être maintenue en dehors des vicissitudes des échanges commerciaux.

Quant à ceux-ci, le fait qu'ils soient fondés sur les intérêts réciproques des deux peuples et qu'ils garantissent en particulier le développement industriel et économique de la na-

tion algérienne est le gage de l'extension des relations entre les deux économies.

Le peuple algérien doit se libérer de la domination des groupes capitalistes français

En s'assurant le contrôle de ses ressources énergétiques, le peuple algérien poursuit l'achèvement de sa libération nationale. Le peuple français, qui entend lui-même prendre en charge la gestion de ses richesses naturelles, ne peut que se féliciter de voir le peuple algérien s'attaquer à l'une des bases essentielles du système capitaliste mondial. Le P.S.U., pour sa part, adresse un appel solennel aux travailleurs français de l'industrie pétrolière ou des services de transport de ces produits pour qu'ils aident le peuple algérien à se libérer de la domination des groupes capitalistes français.

Celle-ci ne peut qu'aider la classe ouvrière française dans sa lutte pour se libérer de la domination capitaliste.

Le non-respect des engagements pris par le gouvernement français à l'égard des productions agricoles algériennes,

a contraint le gouvernement algérien à engager dans la reconversion de son vignoble, héritage de la colonisation, des sommes considérables qui auraient pu être utilisées de façon plus rationnelle.

Prise exclusivement en fonction des intérêts pétroliers, l'interdiction de l'entrée des vins algériens en France, vins remplacés par des importations de la C.E.E., aggrave pourtant indirectement la crise agricole française : les productions laitières et animales, principale ressource de la petite paysannerie française, en subiront immédiatement les conséquences, en perdant l'important marché algérien.

De même, les deux Partis condamnent les provocations racistes encouragées par la presse gouvernementale française à l'encontre des travailleurs algériens en France. Les travailleurs algériens, qui contribuent d'une manière décisive au développement de l'économie française, ne peuvent être une monnaie d'échange pour obtenir le maintien de certains litiges coloniaux.

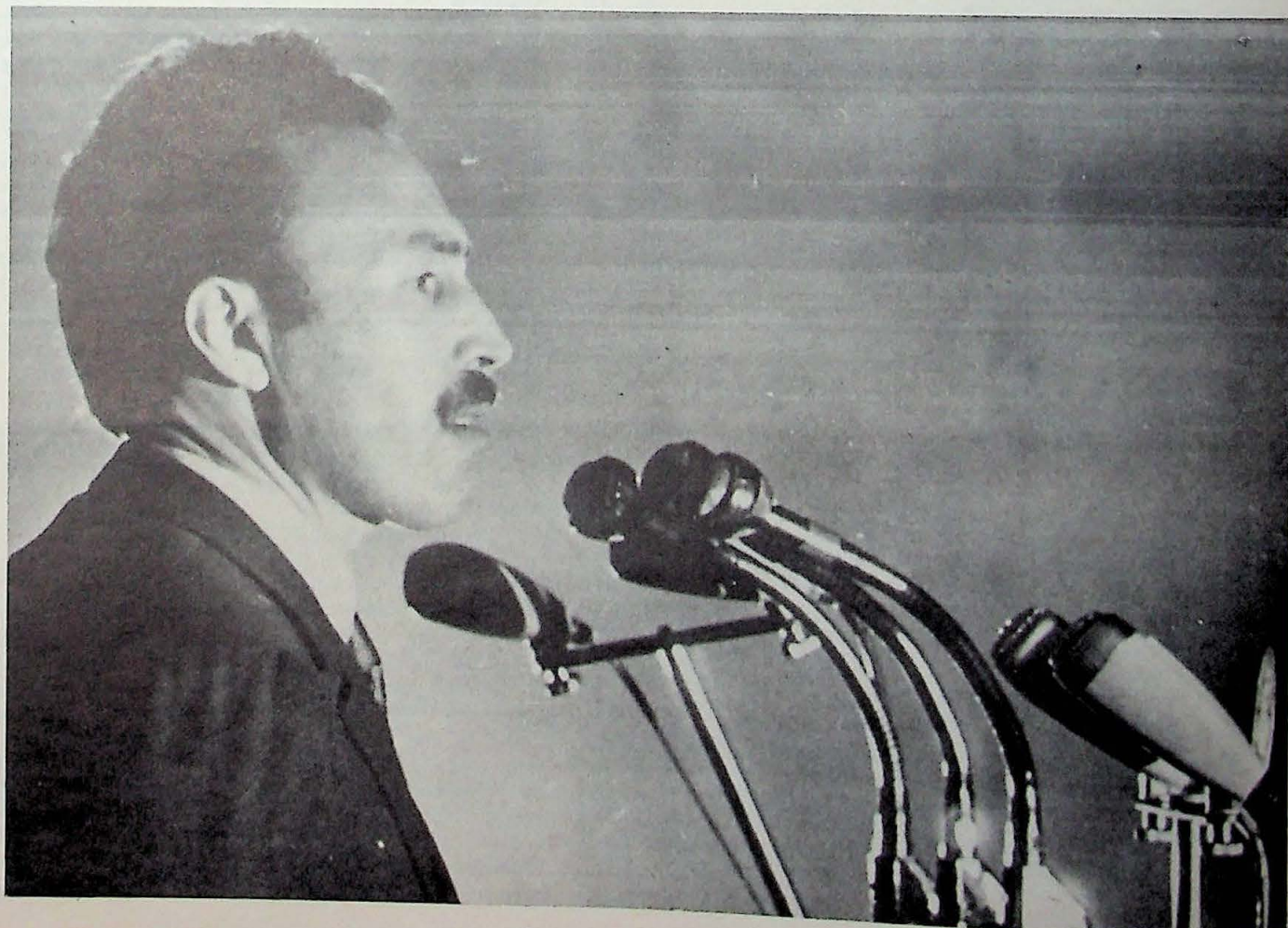
D'une façon générale, les deux partis sont d'accord pour condamner le caractère étriqué et boutiquier de la position prise par le gouvernement français. Non seulement celui-ci ne répond en rien à l'intérêt à

Profitant de son séjour à Alger, la délégation du P.S.U. a eu une série d'entretiens avec les représentants des mouvements de libération africains : l'ANC (Afrique du Sud); le FRELIMO (Mozambique); le PAIGC (Guinée Bissao); le SWAPO (Namibie). Au cours de ces rencontres, ont été examinés les moyens de développer la solidarité contre les régimes fascistes et colonialistes du Portugal et d'Afrique du Sud et les moyens à mettre en œuvre une campagne d'information et d'action pour dénoncer l'aide active apportée par le gouvernement français à ces régimes, particulièrement dans le domaine des fournitures d'armes.

La délégation du P.S.U. a eu deux entretiens avec les représentants du Front Patriotique de Libération National du Portugal portant notamment sur la préparation de la conférence méditerranéenne et sur la situation des travailleurs portugais en France. Elle a rencontré le camarade Abba Seddik, secrétaire du FROLINAT (Tchad).

Un premier contact a été établi entre le P.S.U. et la délégation nord-coréenne à Alger.

Le P.S.U. a invité ces différentes délégations à assister aux travaux de son congrès national en juin prochain.



long terme de la nation française, mais il manifeste l'incapacité du gouvernement français actuel à comprendre la nature de ce que peuvent être aujourd'hui les relations entre peuples. Les deux partis réaffirment leur volonté de promouvoir une véritable politique d'amitié et de solidarité entre nos deux peuples.

Une fois encore, l'amitié franco-algérienne triomphera des manœuvres grossières des nostalgiques de la période coloniale.

Les deux délégations en accord avec les représentants de la résistance palestinienne réaffirment que leur soutien militant et inconditionnel à la lutte de libération du peuple palestinien est fondé sur les bases objectives suivantes :

1° La résistance palestinienne et la direction unitaire qu'elle s'est donnée ont seul compétence pour déterminer les formes et moyens de leur lutte. L'objectif à atteindre reste la libération de l'ensemble de la Palestine, la destruction des structures racistes de l'Etat sioniste et la construction d'un Etat démocratique, ouvert à tous les habitants de la Palestine, sans distinction de race ni de religion.

2° La réalisation de cet objectif suppose le rejet de toute tentative qui viserait à imposer une solution ne tenant pas compte des droits fondamentaux du peuple palestinien. Tel est le cas de la résolution du Conseil de Sécurité du 22 novembre 1967 que le F.L.N. comme le P.S.U. ont condamnée. Tel est aussi le cas du Plan Rogers, de la procédure Jarring et de toute tentative dite pacifique et démocratique qui n'aurait pour but que de sacrifier, au nom de la coexistence pacifique entre grandes puissances, les droits sacrés du peuple palestinien et de la Révolution des peuples arabes.

3° L'offensive impérialiste qui se développe au Moyen-Orient exige l'anéantissement de la force révolutionnaire armée que constitue la résistance palestinienne. Pour atteindre cet objectif, l'instrument que constitue Israël s'est avéré insuffisant. Il a donc fallu obtenir la complicité active de certains régimes arabes dans le massacre du peuple palestinien. Tel est le rôle qu'a accepté de jouer Hussein de Jordanie et qui doit être dénoncé à la face du monde entier.

Face à cette situation, certains tentent de redonner vie à des structures périmées, comme le Conseil mondial de la paix ou la conférence Afro-Asiatique, qui ont pu avoir leur utilité dans le passé mais qui, par le vague de leurs objectifs comme par l'équivoque de leur composition, ne correspondent en aucune manière aux exigences du moment. C'est ainsi que devraient se réunir prochainement à Rome des assises qui se fixeraient ouvertement pour but, de fonder la paix au Moyen-Orient sur la résolution du 22 novembre 1967, comme sur le Plan Rogers, sur la négociation avec Israël d'une restitution des territoires occupés par lui, avec pour contrepartie évidente

la reconnaissance de la situation de fait créée par l'Etat sioniste et l'abandon des droits fondamentaux au peuple palestinien. Il n'est pas étonnant que les organisateurs d'une telle rencontre aient exclu a priori tous ceux qui refusent cette politique de capitulation. Le F.L.N. et le P.S.U. déclarent qu'ils ne cautionneront en aucun cas par leur présence des initiatives de ce type, d'avance vouées à l'échec.

Faire échec à l'offensive néocolonialiste dans le bassin méditerranéen

Au moment où l'offensive impérialiste et néo-colonialiste se développe sur les deux rives de la Méditerranée, la réplique doit être l'œuvre de toutes les forces authentiquement progressistes et anti-impérialistes



du bassin méditerranéen, sans exclusive aucune. Cette réplique doit d'abord se concrétiser dans des mesures communes et urgentes capables d'assurer à la résistance palestinienne le soutien décidé des masses populaires sur la rive nord comme sur la rive sud de la Méditerranée.

Dans ce but, les représentants du F.L.N. et du P.S.U., as-

surés de l'accord des représentants de la résistance palestinienne proposent que se tienne, dans les plus brefs délais, une seconde session de la conférence des partis progressistes de la Méditerranée, faisant suite à celle tenue à Rome en avril 1968, et ayant pour objet l'examen de la situation en Méditerranée et plus particulièrement les moyens d'une solidarité concrète avec la lutte du peuple palestinien.

Les deux partis et les représentants de la résistance palestinienne prendront contact avec tous les participants à la première conférence Méditerranéenne afin d'étudier avec eux les modalités de la convocation de cette conférence et la possibilité de réunir à cet effet un comité préparatoire dans les plus brefs délais.

Les deux partis sont d'accord pour considérer que les convoitises dont fait l'objet le Bassin méditerranéen se concrétisent par la présence impérialiste dans cette région. Cette présence se fait au préjudice des intérêts supérieurs des peuples méditerranéens.

Les deux partis s'engagent à intensifier leurs actions pour faire de la Méditerranée une mer de paix, en liaison avec les partis authentiquement progressistes de cette partie du monde.

Dans ce cadre, ils dénoncent la présence des flottes de guerre et des bases militaires étrangères en Méditerranée.

Ils considèrent l'O.T.A.N. comme un pacte agressif utilisé par l'impérialisme pour asseoir son système de domination et d'agression de cette zone.

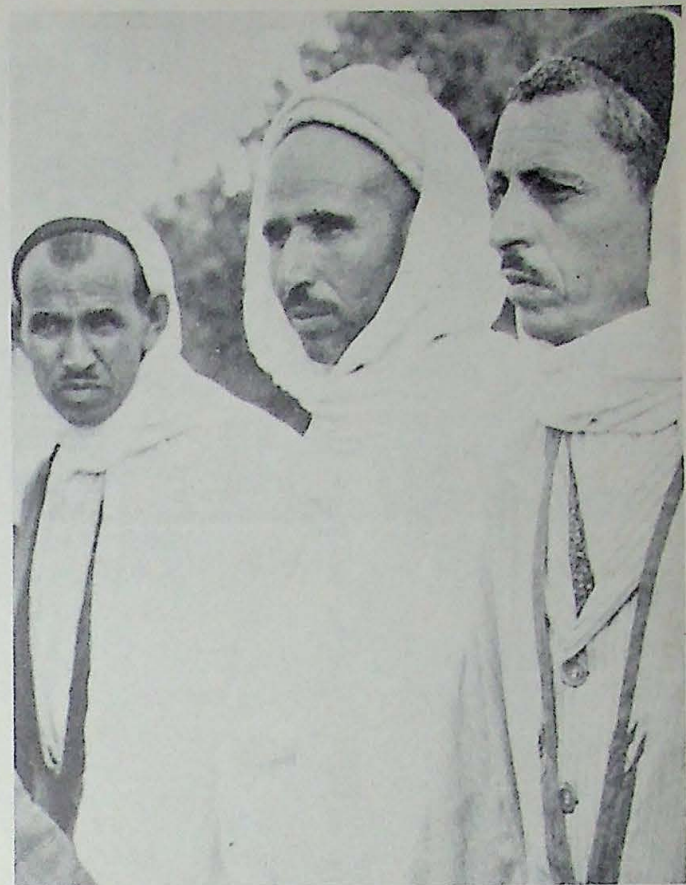
Les deux partis considèrent que la présence des régimes fascistes en Méditerranée constitue un danger permanent à la paix des peuples de cette région. En conséquence ils réaffirment leur soutien actif aux forces antifascistes luttant pour l'établissement de régimes démocratiques.

Après de larges et franches discussions sur la situation internationale, les deux partis estiment que, dans l'intérêt de la liberté et de l'indépendance des peuples africains, le colonialisme portugais et les régimes colonialistes et racistes d'Afrique Australe doivent disparaître du continent africain.

Les deux partis réaffirment leur soutien total et inconditionnel à la lutte armée libératrice des peuples de l'Angola, du Mozambique, de la Guinée Bissao, du Zimbabwe, de l'Afrique du Sud et du Namibie et s'engagent à coordonner leurs activités pour une solidarité concrète aux combattants de la liberté dans ces pays.

Les deux partis dénoncent la coalition impérialiste de Lisbonne, Salisbury, Pretoria et des puissances occidentales qui a pour objet essentiel, le maintien et le renforcement de la domination colonialiste, danger permanent contre la souveraineté et la sécurité des peuples de l'Afrique Australe et de l'ensemble du continent.

Les deux partis dénoncent et condamnent les livraisons massives d'armes de guerre au ré-



gime colonialiste et raciste de Pretoria par les puissances occidentales, notamment la France, et attirent l'attention de l'opinion publique internationale sur les dangers qu'impliquent ces livraisons d'armements pour la liberté des peuples africains.

Les deux partis réaffirment leur solidarité agissante et sans réserve aux peuples d'Indochine victimes de l'agression impérialiste américaine et exigent des U.S.A. le retrait total et rapide de leurs troupes d'agression et de celles de leurs satellites ainsi que l'arrêt immédiat de leur guerre agressive en Indochine.

Unir les forces progressistes pour œuvrer à l'indépendance totale des peuples africains et asiatiques

Les deux partis saluent les récentes victoires remportées sur les agresseurs américains et leurs fantoches de Saigon par les forces conjuguées des peuples d'Indochine.

Les deux partis appellent toutes les forces authentiquement progressistes du monde entier à soutenir davantage la lutte héroïque de libération nationale des peuples indochinois dans cette phase historique de leur long et dur combat contre l'agression impérialiste américaine.

Considérant les graves événements qui secouent le Pakistan, les deux partis estiment que seul le peuple pakistânais est compétent pour régler, sans ingérences ni interventions extérieures, ses propres affaires dans le respect de sa souveraineté et de son indépendance nationale.

Les deux partis saluent l'offensive révolutionnaire du Mouvement de Libération armé des

peuples latino-américains contre les régimes antipopulaires à la solde des U.S.A.

Les deux partis estiment que les expériences cubaines et chiliennes doivent être suivies avec une attention et une sympathie agissantes par toutes les forces progressistes internationales.

Les deux partis soutiennent la lutte héroïque du peuple afro-américain contre le système oppressif qui porte une grave atteinte à sa liberté et à sa dignité.

Ils réaffirment leur solidarité totale au mouvement de contestation du système capitaliste en Occident par la jeunesse et les forces authentiquement progressistes. Cette contestation s'inscrit dans le contexte de la lutte générale des peuples.

Les deux partis estiment que la conjoncture actuelle rend nécessaire la préparation d'un vaste rassemblement des forces révolutionnaires mondiales pour coordonner leur action et unifier leur stratégie. □

● Les Intertitres sont de la rédaction de « Tribune ».

Chaban, tu causes ! Les travailleurs se battent !

Les menaces de retour à l'ordre lancées par le gouvernement, les licenciements de délégués syndicaux n'ont guère impressionné les travailleurs.

Le début du mois d'avril voit une multiplication des occupations d'usines, grèves illimitées, résistances aux fermetures d'usines. Fait important, ces mouvements entraînent dans la bataille des couches de plus en plus larges de travailleurs. Ce qui s'est passé fin mars dans la fonction publique et les grands magasins et la multiplication des conflits dans le bâtiment en sont une démonstration. Les revendications visent de plus en plus l'oppression capitaliste.

Les mois de janvier et février avaient été marqués par des conflits majeurs qui prenaient une valeur exemplaire. Il faut constater que la fin du mois de mars et du mois d'avril prouvent que la popularisation de ces luttes a été comprise et suivie d'effets. Dans tous les secteurs de l'économie la lutte contre le système capitaliste s'intensifie. Le bilan que nous tentons de faire oublie certainement beaucoup de luttes. Mais à lui seul il est éloquent.

Les travailleurs se battent

Contre la répression patronale

Sommer-Sedan

Suite à une grève de 24 heures organisée dans le textile sedanais, grève suivie d'un meeting et d'une manifestation dans les rues de Sedan, la direction Sommer profite d'une provocation pour licencier 5 travailleurs. Pour la direction il faut frapper fort, car les travailleurs sont organisés dans l'entreprise, et le mythe de la participation ne les trompe plus. Ils contestent le pouvoir de la direction et en particulier le scandale des dix plus fortes rémunérations de l'entreprise (2,8 millions par mois pour chacun des pontifes ; cela est loin des 100.000 F des manœuvres de l'entreprise).

Les faits

Le vendredi 2 avril, un cadre fonce avec sa voiture au travers du piquet de grève en place devant l'usine... Plusieurs travailleurs déséquilibrés tombent sur le capot ; aussitôt une vingtaine de salariés poursuivent le conducteur, le rejoignent et lui demandent de venir s'expliquer... Aucun coup n'est porté, il est un peu bousculé. La direction Sommer « fabrique » alors des témoignages, fait signer une demande de licenciement à quelques cadres : quatre délégués C.F.D.T. et un militant C.G.T. sont accusés de

coups et mis à pied dès le lundi 5 avril.

Immédiatement, l'ensemble du personnel Sommer Sedan riposte par la grève illimitée, et l'information se fait auprès de tous les travailleurs sedanais.

Toutes les entreprises sont contactées par les syndicats C.G.T. et C.F.D.T. ; grèves limitées de soutien, intervention auprès du maire de Sedan... Un meeting de protestation est organisé mardi 6 à 17 heures aux portes de Sommer. La foule des travailleurs se masse, on est venu de partout, même de Steyay à 35 km... On apprend alors que délégués syndicaux et direction négocient depuis le matin, mais sans aucun résultat. Mais les travailleurs s'impatientent devant la porte... Après une suspension de séance, la direction admet brutalement de faire marche arrière et de transformer les licenciements en une mise à pied de trois jours.

La défaite de la direction

Pourquoi un tel revirement ? Parce que la pression des travailleurs se faisait de plus en plus impatiente derrière la barrière, le pouvoir capitaliste connaît aussi le mécontentement des Ardennais et il craint

de jouer avec le feu... Face à la crise de l'emploi, face aux bas salaires dans le textile, les travailleurs sedanais ont désigné au second tour des municipales un conseil à majorité de gauche, 14 élus (P.S.U. communistes et socialistes) alors que les centristes et l'U.N.R. en place depuis douze ans n'avaient en tout que 13 candidats au premier tour.

Le député U.D.R. le docteur Sourdille fait suffisamment de bêtises en parlant à tort et à travers (exemple : affaire Ford) et il n'est pas opportun de lui glisser une nouvelle peau de banane sous les pieds (Sommer avec la participation est un supporter inconditionnel du gouvernement actuel, les ministres et même Pompidou étant des invités réguliers à sa chasse de Behal).

La réintégration des 5 délégués à Sommer Sedan est une victoire due à la combativité des travailleurs mais il faut rester vigilant, car les capitalistes, par l'intermédiaire du directeur de chez Sommer ne s'avouent pas vaincus, et ils sont prêts à frapper de nouveaux coups pour maintenir à tout prix leur pouvoir absolu face à la remise en cause des travailleurs.

Chocques (Pas-de-Calais)

Le vendredi 2 avril, sans consignes syndicales dans l'usine Ugin-Kulmann, une grève éclate. En assemblée générale, syndiqués et non-syndiqués décident de lutter pour imposer un horaire, une nouvelle cotation de postes et contre la répression syndicale.

« **Les horaires** : les ouvriers réclament une réduction du temps de travail. Pour le patron le slogan est : « Sois à l'heure ! Travailles ! et Tais-toi ! » Nous, nous voulons un peu plus de temps libre le soir.

Classifications : quelques ouvriers ont eu dernièrement une augmentation personnelle, de quoi acheter un carambar ! Travailles bien et tu auras un bonbon ! dit la direction. Ce que les travailleurs exigent, ce sont des qualifications qui correspondent au travail fourni. A La Madeleine sur dix-neuf tuyauteurs, il y a onze P3, à Chocques sur douze tuyauteurs, il y a un P3. Cet exemple pourrait être repris pour tous les corps de métier. Les travailleurs de Chocques sont-ils moins qualifiés qu'ailleurs ? Il y a d'autres exemples ! Aux expéditions un travail reconnu par tout le monde comme le plus pénible de l'usine est considéré comme sur-qualifié par le patron. Réponse des ouvriers :

« Les forçats non plus ne sont pas payés ». Mais les ouvriers ne sont pas des forçats.

A travail égal, le patron répond : « Salaire inégal ». C'est diviser pour régner.

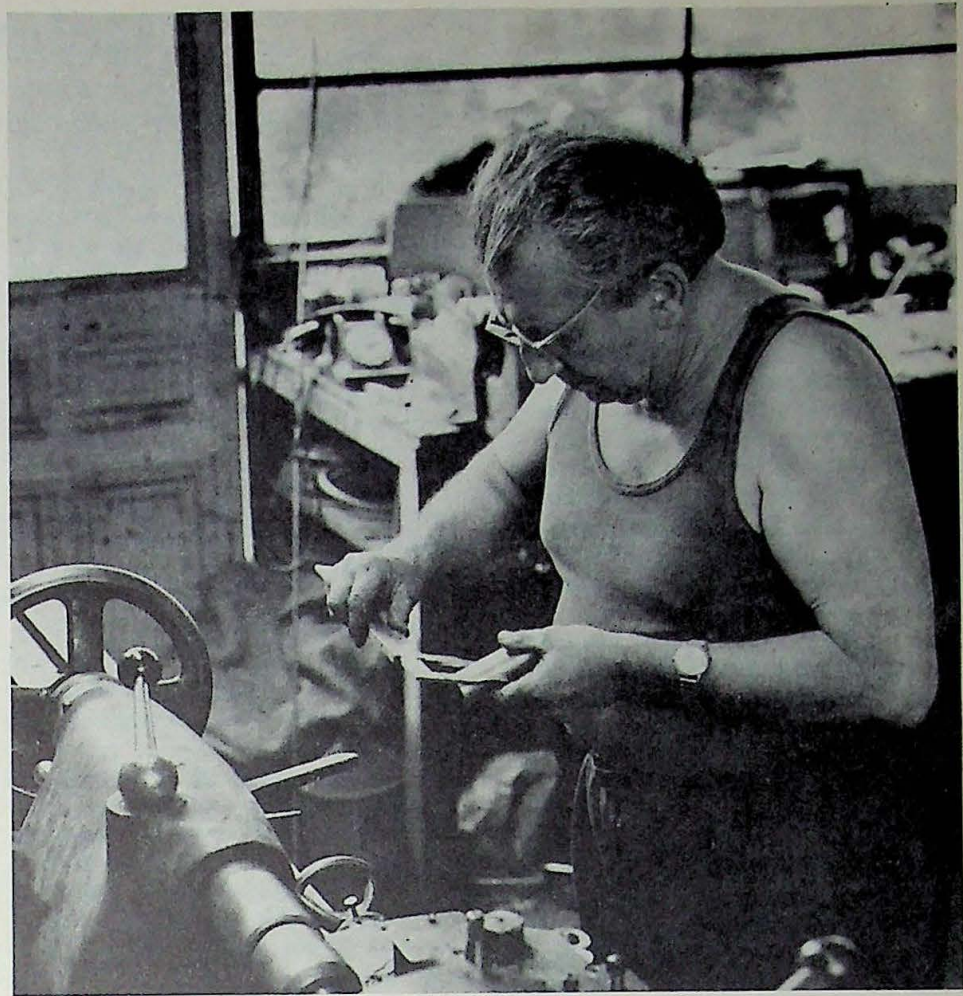
Répression syndicale. Tous les délégués sont barrés dans leur promotion et gênés dans l'exercice de leurs fonctions syndicales.

Ces extraits du tract fait par les travailleurs résument les principaux points de la lutte. Les travailleurs en ont eu marre d'entendre la direction répondre : « Ce n'est pas de mon ressort ». Ils ont décidé de riposter. La section locale P.S.U. appuie immédiatement cette lutte et en tire certaines conclusions.

Les leçons de ce combat

C'est l'autorité patronale qui est remise en cause. Animée par des jeunes, la grève a démarré spontanément dans un atelier. L'apparition tardive des responsables syndicaux, dans la grève a été violemment critiquée. Pourtant au cours des assemblées générales, c'est moins les syndicats en tant que tels, que leur mode de fonctionnement qui furent remis en cause. Le déplacement des objectifs de lutte a été également l'objet de discussions. Bien qu'ils n'affirment pas encore leur lutte comme une volonté de changer de système, les travailleurs de Chocques ont montré qu'ils voulaient des revendications moins traditionnelles. Ils ont dit : « Il faudrait changer de patron ».

Ils n'ont pas encore dit « C'est nous qui deviendrons les patrons ». Pourtant ils ont affirmé dans la région de Chocques la permanence de la lutte de classe et les premiers jalons de luttes nouvelles.



Les travailleurs se battent

Contre l'oppression capitaliste

F.N.F.R. : grève illimitée

Lot

Notre camarade Julien Savary, le secrétaire fédéral du P.S.U. du Lot, vient d'être l'objet d'une mesure de répression patronale. Il a été muté hors du Lot par son employeur, le Crédit Agricole.

Les faits récents qui ont provoqué ce licenciement ? D'abord une campagne du P.S.U. dénonçant les conditions de travail du personnel français et immigré d'une coopérative agricole. La « profession agricole » s'est sentie visée et a fait pression pour qu'on se débarrasse d'un militant gênant. Une récente intervention du groupe entreprises P.S.U. de la Cité Administrative parlant des brimades que les chefs de service gaullistes infligent à leurs employés a suscité la réaction du patronat.

Mais au-delà, la bourgeoisie locale, l'U.D.R. et le préfet ne pardonnent pas au P.S.U. ses activités qui les mettent en cause dans un département colonisé économiquement et conquis progressivement par l'U.D.R. dont les nouveaux notables chassent les an-

ciens notables radicaux : Les travailleurs en effet ont pris la parole ! A l'usine Ratier de Figeac en 1970 où les ouvriers diminuent unilatéralement la durée du travail de une heure par semaine, (le P.S.U. avance le mot d'ordre du contrôle ouvrier). A Rocamadour en 1970 où les habitants du Lot dénoncent le folklore du centenaire de Saint-Louis, à Cahors, à trois jours du premier tour des élections municipales où un comité du Secours Rouge se crée avec succès. Entre les deux tours, 2.000 lycéens se mettent en grève active, à la fois en signe de solidarité avec les victimes de la répression et pour poser leurs problèmes propres.

En frappant à la tête, c'est cette affirmation d'un courant révolutionnaire que l'on veut empêcher, mais il est trop tard, Messieurs : depuis 68, la Fédération du Lot du P.S.U. existe, se renforce, et intervient de plus en plus.

Le mouvement de solidarité qui apparaît avec son secrétaire muté prouve bien que les travailleurs se reconnaissent dans son combat.

Depuis le vendredi 2 avril, le personnel du centre fédéral de la fédération nationale des Foyers ruraux est en grève illimitée. Cette grève active, avec occupation des locaux, de jour comme de nuit, a été déclenchée à la suite du refus exprimé par les employeurs de prendre en considération les propositions du personnel salarié.

La F.N.F.R. est un organisme national qui regroupe, sous la tutelle du ministère de l'Agriculture, près de huit cents foyers ruraux. Les foyers ruraux, associations laïques, créés dès 1946, jouent en milieu rural un rôle similaire à celui des Maisons de Jeunes et de la Culture. Le foyer rural est une association d'éducation populaire. Il intervient aussi bien dans le secteur des loisirs que dans le secteur de l'aménagement et le développement du milieu rural.

En contradiction avec ces objectifs, les dirigeants de la F.N.F.R. ont refusé d'accorder au personnel les garanties minimum qui doivent être accordées à tout salarié.

— Contrat d'embauche, convention collective, définition des tâches, garantie de l'emploi, système de promotion sociale.

A la fin du mois de mars la direction s'est même permise sans raisons valables de licencier deux secrétaires.

La lutte est engagée sur les cinq points suivants :

- 1) Réintégration des deux secrétaires et mises à pied le 25 mars.
- 2) Définition des postes de travail.
- 3) Rédaction et diffusion d'un programme d'action en fonction des objectifs de la F.N.F.R.
- 4) Définition d'une gestion mise au service de l'animation.
- 5) Convention collective.

Les négociations ont vu le veto du patronat et la lutte continue. Cette grève est révélatrice du malaise et de la politique de répression entamée par les directions des organismes agricoles. (Une grève a également éclaté au siège de la Mutualité Agricole.)

Uckange (Moselle)

Le jeudi 1^{er} avril, les travailleurs tunisiens employés à la SOMAFER ont occupé le hall de la société, avec l'appui des militants du Secours Rouge de Uckange. La SOMAFER c'est une entreprise qui emploie pour le compte de la SOL-LAC et d'autres entreprises étrangères et françaises, trente-sept travailleurs tunisiens. Elle leur fait faire tous les sales travaux d'entretien que les grosses boîtes de la région ne veulent plus effectuer (économie sur les charges patronales). Logés à des prix scandaleux, condamnés à attendre du boulot selon les marchés obtenus par les patrons, sous-qualifiés (ils ont tous des CAP obtenus en Afrique du Nord), les ouvriers ont décidé d'agir et ont rapidement eu gain de cause.

Un contrat jamais respecté

L'occupation du hall décidée par les travailleurs a fait suite à un mois de luttes et de contacts avec le Secours Rouge. Popularisée par les militants révolutionnaires de Uckange, l'action dénonçait surtout le contrat piège.

Les contrats étaient violés sur trois points :

— Pas de travail régulier. Certains ouvriers ont travaillé douze jours au mois de mars, alors qu'on doit leur donner au minimum quarante heures par semaine.

— Frais d'hébergement (nourriture et logement) dépassant de 10 F ce qui était fixé. Le contrat indique 4 F minimum. En réalité, il leur faut au minimum 14 F.

— Qualification non respectée. Les 37 travailleurs ont tous un métier et le contrat prévoit qu'on doit leur donner un travail correspondant à leur qualification. Or, tous travaillent comme manœuvres.

Les représentants du patron ont tout d'abord refusé de prendre en considération les revendications des travailleurs soutenus par leurs camarades français. Pourtant, ils ne demandent qu'une chose : que le patron respecte ses engagements. Des policiers sont arrivés, appelés par la direction et eux aussi n'ont rien pu trouver à redire. Tout le monde sait bien qu'on ne vit pas avec 250 F par mois. C'est ce qu'ont gagné certains travailleurs au mois de mars.

Malgré les provocations du patron; les travailleurs ont gagné. Le patron a dû s'engager à respecter le contrat.

Un premier succès

Devant la détermination de tous, les camarades tunisiens ont obtenu :

— une garantie ferme d'embauche régulière ;

— la création d'une fiche d'embauche que le chef d'équipe doit signer tous les jours. Ces feuilles étaient prêtes, le système a pu commencer hier.

— La promesse d'une étude sérieuse des frais d'hébergement.

— La promesse qu'ils passeraient des tests chacun dans sa spécialité et qu'on veillerait à leur donner un emploi correspondant ;

— La promesse que tous les litiges (heures de travail non payées, prix de la chambre retenu deux fois dans un mois) seraient examinés et que les travailleurs recevraient leur dû.

Cette première victoire ne doit pas rester isolée. Dans les deux foyers de Nilvange et Richemont où ils étaient parqués (ils payaient 93 F par lit pour des chambres à 4 lits à Richemont. A Nilvange il y avait deux lavabos pour cent travailleurs et il fallait payer 65 F par lit) les ouvriers de l'AUS (une autre boîte de négriers) et de la SOMAFER ont décidé de rester vigilants.

voir les exploiter jusqu'à la corde et les envoyer au cimetière après.

On ne paie pas l'écorce du citron qu'on a pressé...

Dans toute cette entreprise de destruction des ouvriers, Ferodo est le PRINCIPAL RESPONSABLE mais les médecins du travail, qui ferment les yeux sur ce qui se passe et se taisent, sont des COMPLICES silencieux. N'importe comment ils sont payés par Ferodo.

Le Secours rouge avait créé des comités de soutien aux ouvriers licenciés en collectant plus d'un million qui leur fut réparti et en faisant connaître leur lutte.

Après une enquête, le Secours Rouge mène une campagne d'informations sur l'asbestose, de dénonciation des coupables, de soutien aux ouvriers de l'amiante.

Un comité contre l'asbestose se crée avec des ouvriers de Ferodo et tous ceux qui veulent les aider.

Déjà, médecins, avocats du Secours Rouge se sont mis à disposition des travailleurs.

Ferodo assassin

Ces informations sont communiquées par des camarades du P.S.U. (dont des étudiants en médecine qui militent dans un comité de Secours Rouge dans la région de Condé-sur-Noireau, Calvados).

C'est une usine prospère qui emploie 2.400 ouvriers, dont 1.000 environ sont exposés aux poussières d'amiante. C'est l'usine qui a le triste privilège de provoquer le plus de cas d'asbestose en France.

L'asbestose ou amiantose

C'est une maladie incurable due aux poussières d'amiante qui se finissent dans les poumons.

La maladie apparaît après 5 ou 10 ans de travail dans l'amiante ; parfois, plus tôt : elle peut apparaître alors que le travailleur n'est plus exposé depuis longtemps.

Elle survient d'autant plus vite et elle est d'autant plus grave que l'empoussiérage est important et que le travailleur y est exposé plus longtemps. L'ouvrier est d'abord « poussif », essoufflé, puis il perd ses forces petit à petit et meurt par asphyxie dans des souffrances terribles à moins qu'une insuffisance cardiaque, une tuberculose, un cancer ne vienne hâter l'évolution.

A Ferodo tout le monde le sait, pour tous les ouvriers de l'amiante (tissage, filage, cardage et retordage) l'espérance de vie est raccourcie.

La prévention

Il n'existe pas de traitement pour guérir de l'amiantose, mais on peut l'éviter. Pour cela il suffit de prendre

des mesures de prévention que tous les ouvriers connaissent bien.

1) Pour qu'il y ait moins de poussières dans les ateliers, il faudrait :

- installer un système d'aspiration des poussières, efficace et suffisamment puissant et placé au bon endroit ;

- baisser les cadences et diminuer le nombre des machines dans les ateliers ;

- dépister la maladie à son début afin de changer l'ouvrier de poste, le suivre régulièrement

Mais à Ferodo

- les cadences sont infernales car la devise du patron c'est « toujours plus... » ;

- le système d'aspiration est déplorable car Ferodo ne se fatigue pas à investir dans ce qui ne lui rapporte pas.

2) Le reclassement après quelques années dans des postes non exposés n'est pas fait ou trop tard : le patron se priverait de travailleurs expérimentés.

La santé des travailleurs... Ferodo s'en moque

Les ouvriers amiantés sont difficilement reconnus malades, on leur cache la vérité pour ne pas avoir à leur verser de pension, pour pou-

Mammouth en lutte

Dans le numéro 491 de « Tribune Socialiste » nous avons relaté le début de la lutte des travailleurs de Mammouth à Montpellier. Le 8 avril, septième jour de la grève, l'espoir renaît chez les grévistes car plusieurs magasins de la chaîne ont rejoint notre combat. Nous ne sommes plus seuls et c'est essentiel car il y a un problème grave, l'unité C.F.D.T.-C.G.T. n'a pas tenu 24 heures pendant cette grève qui a duré 13 jours.

Si les militants de la C.G.T. du magasin sont d'accord avec ceux de la C.F.D.T., les dirigeants C.G.T. de l'union locale eux ne le sont pas du tout. Ils considèrent les revendications du comité de grève soutenu par la C.F.D.T. comme utopistes. Pourtant le personnel ne l'entend pas ainsi et il maintient en permanence ses revendications 800 francs net et 100 francs pour tous. On voit alors ce spectacle surprenant des permanents C.G.T. faire courir tous les bruits propres à démobiliser les travailleurs de cette grève considérée par eux comme « gauchiste ». La présence d'étudiants servant de prétexte à combattre les positions du comité de grève.

Un des problèmes les plus importants à résoudre fut celui de l'isolement ! Le « Midi Libre » ne nous passait aucun communiqué (Mammouth investit beaucoup de publicité dans ce journal), ni même une publicité payante pour le bal de soutien aux grévistes. « La Marseillaise » (journal du P.C.F.) ne publia que les textes de la C.G.T. et refusa de donner le numéro de C.C.P. d'aide aux grévistes !

L'unité est maintenue malgré les tentatives de division

L'élection d'un comité de grève a permis de maintenir l'unité des travailleurs car ceux-ci ont constamment contrôlé tout ce qui a été fait.

Pourtant la C.G.T.

- s'est retirée du comité de grève ;

- s'est opposée à l'organisation d'un bal au profit des travailleurs de Mammouth en grève, nous l'avons organisé sans elle ;

- a refusé d'appeler et de soutenir la manifestation de rue des employés du magasin, la C.F.D.T. et le comité de grève l'ont fait seuls ;

- a sabordé la constitution d'un comité de soutien intersyndical aux grévistes du magasin en y déclarant que « La C.F.D.T. était manipulée par la « Ligue Communiste », etc.

- A refusé de participer à l'organisation d'un meeting pour po-

pulariser notre lutte (il y a eu pourtant plus de 300 personnes à ce débat).

La fin de la grève

Au douzième jour de grève une commission de conciliation est réunie au siège de l'inspection du travail. Pendant ce temps les travailleurs manifestent dans la rue aux cris de « 800 F net », « Tous unis nous vaincrons », « 100 F pour tous », « Ce n'est qu'un début, continuons le combat », etc.

Les résultats de ces négociations sont maigres « reprenez le travail et 48 h après nous ouvrirons les discussions ».

Une assemblée générale a lieu, elle se prononce pour la continuation de la grève.

Mais le magasin a rouvert ses portes, certains travailleurs croient à la valeur de la parole patronale et souhaitent que l'on engage les négociations. Il y a risque que certains reprennent individuellement le travail. Le comité de grève se réunit à nouveau et décide de suspendre le mouvement jusqu'à la fin des négociations.

La solidarité

Ce qui caractérise cette grève c'est l'énorme courant de sympathie et la solidarité active des travailleurs de Montpellier envers notre lutte. Malgré l'absence d'un comité intersyndical de soutien, dans la plupart des entreprises des collectes ont été organisées. Certains syndicats nous ont versé leur fonds de grève. Mais du fait de l'attitude de la C.G.T. cette solidarité aurait pu être plus importante car en fait elle a reposé en grande partie sur les forces dites « gauchistes ».

De nombreux étudiants nous ont en effet aidés. Ils ont organisé des collectes sur toutes les facultés, dans les quartiers populaires, aidé efficacement à l'organisation du bal en faisant les démarches administratives, en trouvant un orchestre, fait et collé les affiches pour la manifestation en ville, organisé une soirée de variétés à notre profit, etc.

Aussi les arguments de la C.G.T. visant à les rejeter sont presque toujours tombés à plat chez le personnel car celui-ci avait pris conscience de leur efficacité.

Quel travailleur allait rejeter des jeunes qui tous les jours apportaient entre 600 et 800 NF et qui se dépensaient sans peine pour populariser la grève ?

Comment pouvaient-ils croire un seul instant la C.G.T. lorsque celle-ci passait son temps à se tromper d'ennemi ?

Plus de 1.500.000 AF a été collecté au profit des grévistes ?

L'unité travailleurs étudiants s'est faite. En signe de solidarité les agriculteurs du C.D.J.A. apportaient 300 litres de vin et 500 kg de pommes. Derrière ce geste spectaculaire une unité ouvriers, paysans se dessine (une unité qui dépasse la lutte corporatiste) pour aller vers l'unité des exploités contre leurs exploités, l'unité des travailleurs contre le capitalisme.

Cela les employés de Mammouth de Montpellier ne l'oublieront pas.

L'éveil politique

A travers cette grève un important éveil politique s'est fait, une conscience de classe s'est développée chez les employés. Ils ont compris que la lutte prime sur les

négociations car le patron est revenu sur la parole qu'il avait donnée en commission de conciliation. Ils sont décidés à reprendre la lutte et, au regard de l'expérience qu'ils ont acquise, de développer des formes nouvelles de revendications.

A travers la lutte ils ont aussi compris que d'autres organisations que le P.C.F. (P.S.U., Ligue Communiste et Secours Rouge) ont fait la preuve de leur influence au sein de la classe ouvrière et démontré par les faits le caractère fallacieux des attaques de la C.G.T. et du P.C.F. Ça aussi, c'est un pas en avant !

La grève de "Jeune Afrique"

Depuis six semaines une grande partie du personnel de l'hebdomadaire « Jeune Afrique » est en grève pour s'opposer au licenciement de dix-huit personnes, mais aussi pour imposer le respect des droits syndicaux.

Ce qu'ils mettent en question ce n'est pas l'utilité d'un hebdomadaire qui aborde les problèmes de l'Afrique, c'est un régime d'arbitraire personnel, de népotisme, un style de direction qui interdit aux journalistes de participer à l'élaboration de la ligne du journal.

Le personnel en grève occupe les locaux depuis le 15 mars, mais il risque d'en être expulsé très vite par décision de justice, ce qui ne manquera d'avoir des répercussions graves sur le sort des grévistes. Ils ont droit à notre solidarité.

Rencontre ouvrière franco-italienne

En quête d'un débouché

Lucien Saintonge

A l'Arbresle, dans les environs de Lyon, une centaine de militants ouvriers — 48 italiens, 47 français — ont confronté, tout au long du dernier week-end, leur expérience des luttes menées depuis deux ans.

Organisée à l'initiative de la revue « Que faire », la rencontre a réuni des militants engagés dans les luttes appartenant généralement aux secteurs économiques les plus avancés : militants ouvriers du P.S.U., de V.L.R., de L.O., de la Voie Ouvrière, travaillant à la S.N.E.C.M.A., chez Hispano, chez Citroën, à la Rhodioceta, chez Caterpillar, à l'Air Liquide, à l'I.F.P., notamment, du côté français ; militants du Manifesto, de la gauche du P.S.I.U.P., de Potere Operaio, d'Avanguardia Operaia, travaillant chez Fiat, Alfa-Roméo, Olivetti, Honeywell, Rhodiatoce, Cueurini Cantoni (textiles), du côté italien.

En séance de commission et en réunion de synthèse, les participants ont débattu de quatre thèmes :

- Evolution du capitalisme et conséquences sur les luttes ouvrières.
- Développement des luttes et préfiguration du pouvoir des travailleurs.
- Prise de conscience politique des travailleurs, (rôle des organisations traditionnelles : partis et syndicats).
- Les alliances de classe (avant-garde et mouvement de masse).

Quatre thèmes qui cernent les problèmes fondamentaux posés, aujourd'hui, aux militants révolutionnaires.

Malgré quelques différences entre la situation italienne et celle de la France (en Italie l'Etat tend à contrôler de plus en plus les secteurs-clés, alors qu'en France, la tendance est à la dénationalisation), les militants révolutionnaires des deux pays sont confrontés aux mêmes problèmes. De nouvelles formes de luttes, sur des revendications qualitatives, surgissent en marge des syndicats — et souvent contre eux — mais il leur manque un débouché politique. Les militants révolutionnaires français qui, depuis Mai-68, se battent pour imposer aux syndicats l'Assemblée générale des travailleurs définissant, démocratiquement, les objectifs et les méthodes de leur lutte, étaient très curieux de mieux connaître le « mouvement des délégués » italiens. En Italie, en effet, à travers les luttes dures de 69 et de 70, l'expression directe de la base s'est en quelque sorte institutionnalisée : les ateliers, ou « Groupes homogènes de travailleurs », ont élu directement des délégués, d'abord illégaux, puis intégrés, ensuite, à la représentation syndicale traditionnelle. Et l'on a vu, à ce sujet, un débat passionnant — et passionné — s'instaurer entre militants italiens. Pour la plupart des militants du Manifesto, le mouvement de délégués a été « récupéré » par les syndicats et par le patronat qui a tout intérêt à négocier la paix sociale avec ces représentants directs des travailleurs plutôt qu'avec des élus syndicaux coupés de la base, et ils condamnent, de même, toute tentative de porter la lutte à l'extérieur de l'entreprise — sur les problèmes de logement, d'éducation, de transports, de santé —, en ce qu'elle détourne les travailleurs de leur terrain de lutte fondamentale. Pour d'autres — les militants du P.S.I.U.P., mais aussi certains militants ouvriers du Manifesto — l'avenir du mouvement des délégués dépend du projet politique qu'on lui donnera. « Pour n'être pas récupéré, le mouvement des délégués a besoin d'une avant-garde révolutionnaire », a dit l'un d'eux.

Finalement, Italiens et Français sont tombés d'accord sur le fait que le problème fondamental aujourd'hui, c'est d'arracher les masses ouvrières à l'influence des partis sociaux-démocrates et des syndicats réformistes. Et pour cela, il faut être capables de leur offrir une alternative révolutionnaire crédible.

Certains camarades ont fait remarquer que les problèmes, et notamment l'attitude vis-à-vis des syndicats, se posaient différemment dans les régions sous-développées et dans les petites et moyennes entreprises en récession. Mais la rencontre n'a pas permis de traiter ce sujet. Il fera l'objet d'une nouvelle réunion, en novembre, à Milan.

D'ores et déjà, cette première rencontre a eu le mérite de nouer des liens directs entre les militants ouvriers révolutionnaires de deux pays, liens que les militants révolutionnaires de tous les pays devront établir s'ils veulent lutter contre l'organisation internationale du capitalisme.

Preuve que cette solidarité n'est pas abstraite, les militants réunis à l'Arbresle ont voté une motion de solidarité aux 48 militants de la Rhodiatoce qui vont passer en jugement le 20 avril parce qu'ils ont bloqué des routes et des voies de chemin de fer pour faire aboutir leurs légitimes revendications.

N.B. — Le compte rendu des débats sous forme de brochure paraîtra dans le courant du mois de mai.

Assemblée ouvriers -paysans

Région parisienne : 24 et 25 avril.

1^{re} séance : Samedi 24 avril à 9 heures, au Centre Administratif, à côté de la mairie de Colombes.

Moyens de transport :

Train électrique à la gare Saint-Lazare. Descendre en gare de Colombes.

Bus : Pont de Neuilly, 176 ; Porte Champerret, 164 ; descendre Place du Général Leclerc.

- Cette annonce tient lieu de convocation.

Offensive pour la retraite

Jacques Ferlus

Deux cent cinquante francs. C'est le revenu mensuel de 2 300 000 retraités. Il ne permet pas de vivre, c'est évident. Mais quelle importance cela peut-il bien avoir ? Les retraités ne servent à rien. Ils ont fait leur temps. Quarante, quarante-cinq ans ou parfois davantage, passés à produire toujours plus, toujours plus vite. Le capitalisme a achevé son œuvre : il les a usés. Quelques bonnes paroles, une médaille... Adieu braves gens !

Le processus n'est pas près de s'arrêter, bien au contraire. L'amélioration des techniques de production ne fait qu'accentuer l'exploitation. Aujourd'hui, à soixante-cinq ans, le travailleur est encore plus usé qu'autrefois.

Une vie vendue au capital

Dans les ateliers, sur les chaînes, on se crève, on vieillit plus mal et plus vite qu'autrefois. Chez Renault-Le Mans, par exemple, pour déterminer les temps, on se base sur la production de l'homme de trente ans. Elle sert à déterminer la moyenne. Malheur à ceux qui ne peuvent pas suivre : les vieux... ceux de cinquante ou de soixante ans. Ils suivent. Car les

pensions. Des actions ont déjà eu lieu dans les secteurs les plus réceptifs, comme la métallurgie et le papier-carton ; dans les départements « ouvriers », comme le Nord, le Pas-de-Calais et les pays de la Loire.

Un tract commun aux deux confédérations (le premier depuis dix ans) a été distribué à des millions d'exemplaires dans les entreprises. Son but était double : poser le problème, il l'a posé ; provoquer des actions, elles verront le jour.

Le vieillissement

Un instituteur de 35 ans a 73 chances sur 100 d'atteindre 70 ans ; un ouvrier du même âge, 59 chances.

D'après l'enquête de la section C.F.D.T., Renault-Le Mans, à partir des données patronales, la capacité productive commence à décroître :

- à 50 ans 1/2 pour un manœuvre,
- à 51 ans pour un O.S.,
- à 53 ans 1/2 pour les professionnels,
- à 56 ans dans la maîtrise,
- à 58 ans chez les cadres.

SYNDICALISME
AVRIL 1971

patrons n'attendent que l'occasion pour les licencier. Pour ceux-là, la retraite à soixante ans ce n'est pas le repos cinq années plus tôt, c'est cinq ans de « bagne » en moins...

L'espoir d'une vie heureuse et tranquille ne se profile pas au bout de toute cette vie vendue au capital. Les travailleurs savent qu'il leur faudra vivre avec un revenu égal à 60 % de leur salaire. Sans compter la maladie, conséquence de tant d'années passées à suivre les cadences.

C'est donc sur un terrain favorable qu'a démarré l'action C.G.T.-C.F.D.T. sur l'abaissement de l'âge de la retraite et le relèvement des

C'est bien une grande offensive syndicale qui se met en place sur des revendications claires et précises.

La retraite à 60 ans et 800 F par mois

En premier lieu, il s'agit d'imposer une allocation de retraite de 800 F minimum, c'est-à-dire au-dessus du S.M.I.C. actuel. Il n'y a donc aucune chance de voir cette revendication acceptée telle quelle par le pouvoir et le patronat. Le VI^e Plan prévoit qu'en 1975 l'allocation vieillesse sera égale à seulement 50 % du S.M.I.C. L'écart est important.

D'autant que ces 800 F ne sont qu'un minimum. Le principe, selon la C.F.D.T. et la C.G.T. doit être : une retraite égale à 75 % du salaire. Elle est aujourd'hui de 60 % et parfois moins. Quinze pour 100 de mieux c'est ambitieux.

Deuxième revendication : droit de prendre sa retraite pleine et entière à l'âge de soixante ans. Le C.N.P.F. n'est prêt à engager la discussion que pour les travailleurs handicapés ou chômeurs.

On le voit, il ne s'agit pas là de mini-revendications. C'est ce qui explique l'impact positif de la campagne sur les travailleurs. La C.G.T. et la C.F.D.T. se trouvent mises en demeure de ne pas reculer, malgré le refus de négocier sur ces bases qui, à n'en pas douter, leur sera opposé tant par le gouvernement que par le patronat.

Contraindre le pouvoir et le patronat

Accéder aujourd'hui aux revendications syndicales nécessiterait vingt milliards de ressources supplémentaires. C'est-à-dire le chiffre qu'il est prévu de verser en prestations en... 1975.

M. Boulin, ministre de la Santé et de la Sécurité sociale, a déjà fait ses comptes : la retraite à soixante ans ferait passer le taux des cotisations de 8,75 à 17 %...

Il est donc matériellement impossible pour le régime de satisfaire la demande des travailleurs. « Ce n'est pas l'affaire des syndicats » a déclaré Laurent Lucas, secrétaire général adjoint de la C.F.D.T. Le mot nous va droit au cœur, dans la mesure où il traduit la volonté syndicale d'aller jusqu'au bout de son offensive.

Dans le cas présent, la revendication met le capitalisme dans l'impossibilité de négocier sans risque pour lui. Le tout est de l'empêcher de récupérer la situation, cela dépend de l'ampleur et de la dureté des actions dans les entreprises.

Ce qui va se passer dans les prochaines semaines est donc très important. Ou bien les actions ressembleront à celles sur la Sécurité sociale en 1967 et elles seront spectaculaires mais inefficaces. Ou bien elles iront jusqu'à paralyser sérieusement la production et le résultat ne pourra être que bénéfique pour les retraités.

C'est ce qui a des chances de se produire. Il se peut même qu'on aille au-delà du problème des retraites. Cette campagne ne sera véritablement éclairante que par la dénonciation sur le terrain du système capitaliste de production. Elle devrait donc permettre de nouvelles expériences et de nouvelles initiatives de contrôle ouvrier.

Mise en avant dans l'accord C.G.T.-C.F.D.T. de décembre dernier, l'action sur les retraites se révèle, non sans surprise, comme un objectif de lutte populaire et mobilisateur. Et on a déjà trop fait pour que quiconque se permette de revenir en arrière ou refuse d'aller jusqu'au bout. □



DÉCOUVERTE ET CULTURE

VOUS PROPOSE DE PARTICIPER PAR DES EXPERIENCES CONCRETES
A L'ELABORATION D'UNE CONCEPTION MILITANTE DES LOISIRS

Après trois années de fonctionnement, il est possible de définir plus clairement nos objectifs.

● REFUSER LA CONCEPTION TRADITIONNELLE, BOURGEOISE, DES LOISIRS.

Pour vos vacances à l'étranger vous pouvez partir avec une agence ou un des multiples clubs capitalistes dont les buildings en acier et verre se dressent dans Paris. Les formules du tout compris collectif offert par le système capitaliste vous donneront des vacances à bon marché. Mais dans ce cas, comme d'ailleurs dans le cas des « voyages pour la jeunesse » vous ne verrez pas grand-chose des pays où vous résiderez.

Car le tout-compris traditionnel (capitaliste ou pas) c'est aussi le tout-prévu : résidence dans des « villages » entre Français, rencontres « contractées » avec des gens du cru : tu es en vacances, alors consomme tes vacances telles

qu'on les a fabriquées. Mais dis-moi qui les fabrique, je te dirai ce que tu vas voir.

Le but de telles agences ?

● faire du temps libre, de la détente nécessaire aux travailleurs pour récupérer leurs forces, un moment d'évasion, de rupture avec le cadre de vie quotidien, d'oubli des contraintes et difficultés de la vie de travail (aux récalcitrants un « gentil organisateur » est chargé de montrer qu'ils ont tort, qu'ils devraient jouer le jeu. C'est si simple... !)

● faire de l'organisation de la détente un moyen supplémentaire de réalisation de profits élevés.

● faire croire au brassage social, à l'égalité devant les vacances : de la dactylo au chef de service.

● COMMENT REFUSER CETTE CONCEPTION ?

● en agissant seul ou en petits groupes (famille, copains...) mais les obstacles matériels rencontrés sont souvent insurmontables ;

● en s'organisant à plus grande échelle.

NOTRE OBJECTIF : EXPERIMENTER UNE CONCEPTION MILITANTE DES LOISIRS.

Les loisirs tout en restant un moment de repos, de détente doivent devenir aussi un moyen d'approfondissement militant des sociétés capitalistes, impérialistes ou de transition vers le socialisme.

Lors de séjours à l'étranger ou dans certaines régions de France, ceci peut se réaliser à travers des discussions ou des activités avec des organisations et des militants locaux, des visites d'intérêt politique et touristique, des contacts directs avec la population. Cet approfondissement doit naître également d'une réflexion collective entre participants à une même activité.

● Ces expériences collectives seront créatives dans la mesure où les participants décideront eux-mêmes du contenu de l'expérience qu'ils veulent vivre ensemble.

Ce moyen, L'AUTOGESTION, qui définit collectivement les buts, doit aussi définir comment les atteindre (voir « animateur et préparation »). C'est là qu'apparaissent ses limites, variables selon les activités, dépendantes le plus souvent des contraintes matérielles.

Ainsi pour les voyages des accords sur le transport et l'hébergement doivent être conclus avec les organisations étrangères par Découverte et Culture bien avant que les désirs et le nombre des futurs participants soient connus : aussi ne peut-il pas y avoir autogestion financière voyage par voyage, mais seulement globalement pour l'association.

De même la possibilité de fonctionnement autonome du groupe par rapport aux organisations d'accueil dépend en grande partie de celles-ci (conjoncture politique, rapports de Découverte et Culture avec l'organisation, marge de manœuvre d'enquête dans le pays).

On voit ainsi que l'autogestion n'est pas la spontanéité

de tous les instants, mais suppose pour les groupes une conscience collective de leurs possibilités et limites, s'ils veulent éviter la désillusion et au contraire par leur expérience, contribuer à une meilleure définition des loisirs militants.

De la réussite de ces groupes dépend aussi la plus grande auto-organisation de Découverte et Culture.

● POUR CONSTRUIRE CETTE CONCEPTION DES LOISIRS.

Découverte et Culture s'adresse aux militants et sympathisants du courant socialiste et révolutionnaire, aux syndicalistes, aux jeunes travailleurs, aux familles (de travailleurs), aux animateurs des mouvements de jeunesse et d'éducation populaire.

Pour le secteur voyages, ce choix impose des prix bas, possibles par les moindres coûts d'organisation, et par le travail volontaire.

Des buts, des moyens, maintenant à vous...

A la découverte des socialismes

● POLOGNE 3 semaines	970 F
● ROUMANIE 3 semaines	1390 F
● ALBANIE 2 semaines	1100 F
● ALGÉRIE 2 semaines	790 F
3 semaines	950 F
● YOUGOSLAVIE 3 semaines	910 F
● TCHÉCOSLOVAQUIE 3 semaines	890 F
● CONGO-BRAZZA 1 mois environ	1500 F
● CUBA 3 semaines à partir de	1995 F

Pays et peuples

● PALESTINE 1 mois environ	950 F
● SUÈDE 2 semaines	990 F
● SÉNÉGAL-MALI 4 semaines à partir de	1890 F
● MEXIQUE transport	1650 F
● PÉROU transport	2450 F
● NEW-YORK transport	780 F

Jeunes

● BRETAGNE - ISÈRE	50 F
séjour de travail chez des militants ruraux	
● HAUTE PROVENCE	530 F
randonnées cheval	

Pour tous renseignements s'adresser à :

DÉCOUVERTE ET CULTURE

PARIS : 94, rue Notre-Dame-des-Champs, 6°
LYON : 44, rue Saint-Georges, 5°

Tél. : 325.00.09
Tél. : 84.81.24

Nouvelle victoire populaire

De notre correspondant particulier à Santiago du Chili, Michel Durant

Plus de 50 % des voix pour les partis de la coalition d'Unité populaire, telle est la dernière victoire électorale — et politique — remportée par le gouvernement du camarade Allende et par le peuple chilien tout entier. Par delà l'énorme progression en pourcentage et surtout en voix, l'important est la maturation politique du peuple chilien : après une véritable campagne de la droite et de l'impérialisme, celui-ci n'a pas hésité à se prononcer clairement en faveur de la continuation du processus de changement, voire de son accélération tant quantitative que qualitative.

Après les cinq premiers mois d'existence du gouvernement d'Unité populaire l'aspect local de la consultation a été complètement relégué à l'arrière-plan pendant la campagne électorale, de sorte que l'ensemble des partis de la droite, comme de la gauche s'accordaient à lui donner la signification suivante : censure ou approbation de la gestion gouvernementale de l'U.P., arrêt ou continuation des transformations économiques et sociales.

Le camarade Allende lui-même s'était adressé au peuple de Santiago dans la semaine précédant les élections. Tirant un bilan détaillé de ses cinq mois de présidence, Allende se déclarait assuré d'une victoire majoritaire, nécessaire pour continuer et peut-être accélérer l'application du programme de l'U.P.; mais aussi il expliquait longuement comment la majorité populaire devait permettre de faire échec à la bourgeoisie, organisant le sabotage économique et préparant le coup de force.

Depuis le mois de décembre 70, on assiste à une radicalisation de la lutte de classes, (occupation d'usines, multiplication des expropriations) et à l'émergence d'un mouvement paysan actif, prenant les terres et exigeant de pouvoir les garder. La politique générale du gouvernement nationalisant les grandes mines de cuivre et étatisant la banque privée, constitue une atteinte directe au pouvoir économique et financier de l'impérialisme nord-américain. C'est pourquoi une vigoureuse offensive de la bourgeoisie réactionnaire se développe à plusieurs niveaux : utilisation massive de la presse en majorité de droite, pour tenter de créer un climat d'insécurité économique et sociale ; campagnes internationales de déconsidération du nouveau régime avec l'appui à peine caché de la C.I.A. (une de ses officines, le S.I.P. ou Société Interaméricaine de Presse s'est particulièrement distinguée) et de ses laquais latino-américains, en particulier brésiliens et argentins ; resserrement des rangs à l'intérieur de la droite par la constitution d'un bloc réactionnaire (Parti National, Parti Démocrate-Chrétien et Démocratie Radicale) qui intègre la majorité des dirigeants démocrates-

chrétiens dont l'ex-président Frei lui-même. Ainsi l'enjeu des élections du 4 avril est clair, alors que traditionnellement le combat politique au Chili était obscurci par la présence du réformisme bourgeois, étiqueté Démocratie-Chrétienne, et qui bénéficiait d'une audience certaine dans les masses, paysannes comme ouvrières.

Une analyse plus détaillée des résultats comporte des leçons intéressantes :

● *Enorme progression de l'Unité populaire*, dont le candidat Salvador Allende n'avait été élu en septembre de l'année dernière qu'avec 36 % des voix ; et si l'on compare avec d'autres élections où étaient aux prises non les hommes mais les partis, on constate aussi une augmentation très forte, de 42 % aux parlementaires de 69 ou 43 % aux municipales de 67 à aujourd'hui quasi 52 %. Plus révélatrice encore que la progression en pourcentage, c'est la progression en nombre de voix : près de 400.000 votes en plus pour l'Unité populaire. On peut raisonnablement penser que dans ces nouvelles élections se situaient un grand nombre de jeunes de 18 à 21 ans qui viennent d'accéder à la majorité électorale grâce à l'U.P.

● On notera également *les reclassements à l'intérieur de l'Unité populaire* : le parti socialiste double presque son nombre de voix, passant de 346.000 aux municipales de 65 à 632.000 aujourd'hui, et apparaît comme le principal bénéficiaire du vote des nouveaux et jeunes électeurs ; en pourcentage, avec 22 % de l'électorat, il s'affirme comme le second parti politique chilien, après la démocratie chrétienne, et avant le Parti communiste. Celui-ci maintient ses positions en pourcentage, et gagne près de 100.000 voix, en grande majorité jeunes également. Enfin le parti radical, avec seulement 8 % des voix, au lieu de 16 % en 1967, est le grand perdant, du fait de sa scission l'année dernière et du ralliement de son aile droite à la réaction.

● La très forte progression du parti socialiste traduit une évolution intéressante du rapport de force entre socialistes et communistes : face à un P.C. stalinien et bureaucraté ce qui introduit à l'intérieur de l'U.P. et du gouvernement de nombreux germes de bureaucratie du travail politique, l'émergence du P.S. paraît pouvoir être considérée comme une garantie d'approfondissement du contact avec les masses, en particulier la jeunesse, et de l'accroissement du processus de trois formations révolutionnaires, par l'application sans faille du programme de l'U.P. et sans doute son dépassement. Par ailleurs, la victoire électorale du P.S., par-delà le fait qu'il a incontestablement bénéficié du prestige personnel du militant socialiste Salvador

Allende, est une preuve du renforcement de son poids politique propre ce qui peut lui attirer de nouveaux militants comme ceux de la gauche de la démocratie chrétienne, scissionnés depuis deux ans sous l'étiquette M.A.P.U. (ils ont appelé à voter socialiste aux élections de la semaine dernière, et ne sont donc pas étrangers à son succès). Enfin il faut rappeler que le parti socialiste affirme des positions internationalistes fermes : soutien à la révolution cubaine ; stratégie de la lutte armée sur le continent américain lorsque les conditions objectives l'imposent, refus de la coexistence pacifique, et que le renforcement de son rôle politique interne devrait permettre le développement de son rôle international.

● La défaite de la droite peut aussi avoir des conséquences importantes : pendant tout espoir légal et électoraliste jusqu'aux prochaines élections parlementaires de 73, sa fraction la plus réactionnaire sera tentée de se tourner de plus en plus vers l'action directe, pour empêcher les con-

vernement populaire devra véritablement faire ses preuves.

● Si les élections constituent une grande victoire gouvernementale en regard de son action passée, elles constituent aussi le témoignage d'une grande espérance populaire. Nationaliser la mine ou augmenter les salaires ne suffit plus ; ce qui est désormais un but, c'est la destruction de l'appareil politique de la bourgeoisie. Celle-ci conserve encore des fiefs, comme le pouvoir judiciaire et le parlement, où les partis démocrates-chrétiens et nationaux détiennent la majorité. L'application de la loi électorale bourgeoise fait que la majorité populaire ne détient qu'une minorité des municipalités (à peu près 1.100) contre 1.600 municipalités dirigées par la droite bourgeoise, grande perdante des élections ! De la capacité du gouvernement chilien à renverser tous ces obstacles à l'instauration d'un véritable pouvoir populaire, en s'appuyant fermement sur les masses, dépend la possibilité d'émergence d'un Chili socia-



quêtes populaires. Dans cette perspective, les réactions de l'impérialisme sont significatives : un journal nord-américain préconisait dans son éditorial du lendemain des élections l'envoi de canonnières au Chili pour éviter un nouveau Cuba ; et les U.S.A. viennent d'annoncer leur intention de changer d'ambassadeur à Santiago. Mais la droite peut aussi jouer la carte du sabotage économique, et du pourrissement de la situation politique ; et c'est là que le gou-

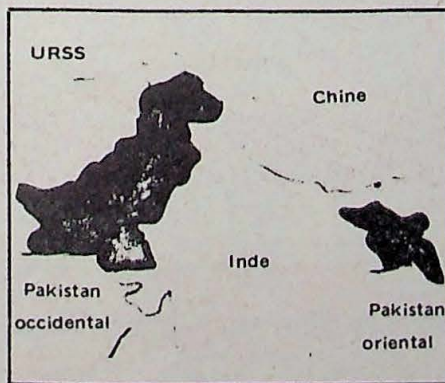
liste et démocratique, second territoire libéré d'Amérique latine et nouvel exemple pour l'ensemble des peuples exploités par l'impérialisme. □

(*) Il faut rappeler que la loi électorale chilienne pour les municipales interdit les alliances entre partis politiques, ce qui a obligé les différentes composantes de l'U.P. comme de la droite à aller à la bataille séparément.

L'Asie des tempêtes

L'Asie, déjà marquée par le conflit indochinois, est à nouveau ébranlée par de profondes secousses. Au Pakistan oriental, l'immense majorité du peuple bengali s'est soulevée contre un régime d'oppression et d'exploitation imposé par la bourgeoisie du Pakistan occidental et la clique militariste de Yahia Khan. Certes, il est encore trop tôt pour savoir si la lutte de libération du peuple bengali s'orientera dans un sens socialiste, mais d'ores et déjà il est clair que ce combat porte un coup à l'ordre social hérité du colonialis-

me dans cette partie du monde. On comprend que cela inquiète les grandes puissances.



A Ceylan la situation est apparemment plus paradoxale. Un gouvernement dit de gauche qui regroupe des libéraux bourgeois (le parti de Mme Bandanaraike), des anciens trotskystes et des communistes se heurte à une insurrection qualifiée de « gauchiste » ou de « guévariste ». Mais il paraît difficile de réduire l'épisode à l'aventurisme de « jeunes fous » (Perera, ministre des Finances, dixit), car les ouvriers des plantations de thé, les chômeurs n'avaient guère à se féliciter de la gestion conservatrice de ce gouvernement de gauche. Là aussi ce sont les structures capitalistes qui sont en cause